

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

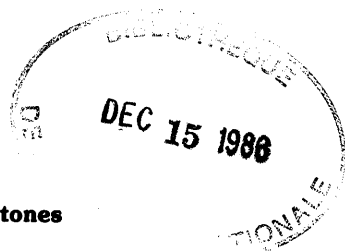
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 161

Loi sur les mines

Présentation

Présenté par
M. Raymond Savoie
Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones



Éditeur officiel du Québec
1986

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi refond et remplace la Loi sur les mines. Il a principalement pour objet de régir les modalités d'allocation des droits miniers délivrés sur les substances minérales et les réservoirs souterrains faisant partie du domaine public.

Le projet de loi édicte que les substances minérales et les réservoirs souterrains sont propriété de la Couronne. Par ailleurs, il préserve les droits acquis sur ces biens en vertu des lois antérieures.

Dorénavant, le permis de prospection est valide pour cinq ans et l'activité de prospection se trouve dissociée de l'acquisition du claim. Le projet consacre, à l'égard de certains territoires, le processus d'acquisition de claims par désignation sur carte. De plus, la période de validité du claim est de deux ans et il est renouvelable. Le projet permet au titulaire d'un permis d'exploration minière d'enregistrer un claim sur tout ou partie du territoire visé par son permis d'exploration. La période de validité du bail minier est fixée à vingt ans et le délai pour débiter l'exploitation minière est de quatre ans. Le projet de loi introduit l'exigence de détenir un permis de recherche ou un bail d'exploitation pour la recherche ou l'exploitation des substances minérales de surface et celles qui se trouvent dans les fonds marins. Enfin, le projet de loi contient des nouvelles exigences en matière de forage, de complétion, de modification ou d'abandon de puits pour la recherche et l'exploitation de pétrole, de gaz naturel, de la saumure ou d'un réservoir souterrain.

Le projet de loi établit, en outre, certaines règles relatives à la gestion des substances minérales. Ces règles s'appliquent à toute personne qui effectue une activité minière. Elle traite notamment de la production de plans, rapports et registres, de l'obligation de respecter certaines mesures de protection, de l'instauration d'une mesure de récupération optimale des substances minérales et de diverses approbations requises pour l'emplacement des infrastructures minières.

Le projet de loi prévoit que certaines décisions du ministre peuvent faire l'objet d'un appel à la Cour provinciale. En ce qui concerne les sanctions administratives, le ministre dispose d'un pouvoir de suspension des droits miniers en plus du pouvoir de révocation. Le projet limite à une année la possibilité qu'un claim soit révoqué pour l'inobservation des procédures de jalonnement.

Le projet de loi révoque, en faveur de la Couronne, le droit aux réservoirs souterrains ne faisant pas partie du domaine public.

Le projet de loi régit en outre l'enregistrement des droits miniers réels et immobiliers.

Projet de loi 161

Loi sur les mines

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CHAPITRE I

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

1. Les substances minérales et réservoirs souterrains visés par la présente loi sont: les substances minérales naturelles, solides, liquides, à l'exception de l'eau, gazeuses ainsi que les réservoirs souterrains naturels, les réservoirs souterrains artificiels créés par l'extraction de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou d'eau et les réservoirs souterrains désignés comme tels par arrêté du ministre de l'Énergie et des Ressources.

Les substances organiques fossilisées sont assimilées à des substances minérales et sont également visées par la présente loi.

2. La présente loi lie le gouvernement, ses ministères et les organismes qui en sont mandataires.

3. Dans la présente loi, on entend par:

«**gaz naturel**» les hydrocarbures et les autres substances qui peuvent être extraites du sol à l'état gazeux;

«**pétrole**» l'huile brute et les autres hydrocarbures qui peuvent être extraits du sol à l'état liquide;

« **résidus miniers** » les morts-terrains, les roches stériles, les résidus solides provenant de la concentration primaire du minerai et les scories provenant des opérations de pyrométallurgie secondaire;

« **saumure** » toute solution aqueuse naturelle contenant plus de 4 p. 100 en poids de solides dissous;

« **substances minérales de surface** » la tourbe, le sable, le gravier; les roches sédimentaires, ignées ou métamorphiques utilisées comme pierre de taille ou pierre concassée; le calcaire et la dolomie exploités notamment pour la fabrication de la chaux industrielle et pour l'amendement des sols; le grès et la quartzite exploités comme minerai de silice; le calcaire, le grès et le schiste argileux exploités pour la fabrication du ciment; les argiles communes et le schiste argileux utilisés pour la fabrication de produits d'argile; les résidus miniers inertes utilisés à des fins de construction;

« **valeur au puits** » le prix moyen de vente au détail, à l'exclusion de toutes taxes et déduction faite des coûts moyens de transport à partir du puits jusqu'aux lieux de livraison, des coûts de mesurage et, le cas échéant, de ceux de purification.

CHAPITRE II

PROPRIÉTÉ DES SUBSTANCES MINÉRALES ET DES RÉSERVOIRS SOUTERRAINS

4. Sous réserve des articles 5 et 6, font partie du domaine public et sont réservés de plein droit à la Couronne les substances minérales, sauf celles de la couche arable, et les réservoirs souterrains situés dans des terres du domaine public qui sont concédées ou aliénées par la Couronne à des fins autres que minières.

5. Ne font pas partie du domaine public les substances suivantes, lorsqu'elles se trouvent:

— dans des concessions minières pour lesquelles des lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911;

— sauf l'or et l'argent, dans des terres concédées avant le 24 juillet 1880 dans un canton ou concédées par billet de location à des fins agricoles, pour lesquelles des lettres patentes ou d'autres titres n'ont pas été délivrés avant cette date, mais pouvaient, jusqu'au premier janvier 1921, être réputés délivrés le 24 juillet 1880;

— dans des terres concédées en tenure seigneuriale où les droits miniers n'appartenaient pas à la Couronne:

1° les substances minérales contenues dans un terrain où était situé un gisement en exploitation le 6 mai 1982, pourvu qu'une déclaration conforme à la loi ait été déposée au bureau du registraire dans les 180 jours qui ont suivi le 15 septembre 1982;

2° les substances minérales contenues dans un terrain où était situé un gisement de minerai qui constituait une réserve nécessaire à la continuation d'une entreprise minière, pétrolière ou gazière en exploitation au Québec le 6 mai 1982, pourvu qu'à cette date l'exploitant, au sens de l'article 211, ait été titulaire des droits dont elle faisaient l'objet, qu'il ait démontré l'existence d'indices permettant de croire à la présence d'un gisement exploitable et que dans les 180 jours qui ont suivi le 15 septembre 1982, il ait déposé au bureau du registraire une déclaration conforme à la loi;

3° les substances minérales visées par une option, une promesse de vente ou un bail le 6 mai 1982, pourvu que l'original ou une copie authentique du document ait été déposé au bureau du registraire dans les 180 jours qui ont suivi le 15 septembre 1982.

6. Sont abandonnées au propriétaire du sol les substances minérales suivantes, lorsqu'elles se trouvent dans des terres qui ont été concédées ou aliénées par la Couronne à des fins autres que minières avant le 1^{er} janvier 1966, ou dans des terres dont les droits aux substances minérales ont été révoqués en faveur de la Couronne depuis le 1^{er} janvier 1966: le sable, le gravier, la pierre à construire, à sculpture ou à chaux, le calcaire pour fondants, la pierre à meule et à aiguiser, le gypse, l'argile commune utilisée dans la fabrication de matériaux de construction, de brique réfractaire, de poterie ou de céramique, l'eau minérale, la terre d'infusoire ou tripoli, la terre à foulon, la tourbe, la marne, l'ocre et la stéatite, pourvu qu'elles soient, à l'état naturel, isolées des autres substances minérales, ainsi que les substances minérales de la couche arable.

7. Le propriétaire du sol et le locataire d'une terre cédée, aliénée ou louée par la Couronne à des fins autres que minières depuis le 1^{er} janvier 1966 peuvent déplacer ou utiliser, pour leurs besoins domestiques, les substances minérales mentionnées à l'article 6.

8. Les résidus miniers appartiennent au propriétaire du sol sur lequel ils ont été déposés avec son consentement.

9. Sont des droits réels immobiliers les droits miniers suivants, accordés par la Couronne sur les substances minérales ou les réservoirs souterrains:

- claim;
- permis d'exploration minière;
- bail minier;
- concession minière;
- permis de recherche dans les fonds marins;
- bail d'exploitation dans les fonds marins;
- permis de recherche de substances minérales de surface;
- bail d'exploitation de substances minérales de surface;
- permis de recherche de pétrole et de gaz naturel;
- permis de recherche de saumure;
- permis de recherche de réservoir souterrain;
- bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel;
- bail d'exploitation de saumure;
- bail d'exploitation de réservoir souterrain.

10. Tout droit minier, réel et immobilier, est un droit de propriété distinct.

11. Sont exemptés de l'enregistrement au bureau de la division d'enregistrement:

- le claim;
- le permis d'exploration minière;
- le permis de recherche dans les fonds marins;
- le permis de recherche de substances minérales de surface;
- le bail non exclusif d'exploitation de substances minérales de surface;

- le permis de recherche de pétrole et de gaz naturel;
- le permis de recherche de saumure;
- le permis de recherche de réservoir souterrain.

12. Le registraire, désigné par le ministre, est chargé:

1° de tenir un registre public des droits miniers, réels et immobiliers, accordés en vertu de la présente loi;

2° d'y enregistrer sommairement ces droits ainsi que leurs renouvellement, transfert, abandon, révocation ou expiration, et d'y conserver les titres qui constatent ces droits;

3° d'y enregistrer tout autre acte relatif à ces droits.

13. Tout transfert ou autre acte relatif à un droit minier, réel et immobilier, est enregistré sur dépôt d'une copie de l'acte qui l'atteste et sur paiement des frais fixés par règlement.

14. L'acte non inscrit au registre est sans effet à l'égard de la Couronne.

15. Sur paiement des frais fixés par règlement, le registraire délivre à tout intéressé un certificat de toute inscription au registre.

CHAPITRE III

DROITS MINIERS

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION

16. Le présent chapitre s'applique aux substances minérales et réservoirs souterrains situés dans les terres du domaine public et dans celles du domaine privé où ils sont réservés à la Couronne.

SECTION II

PERMIS DE PROSPECTION

17. Celui qui, pour son compte ou pour autrui, prospecte ou jalonne un terrain en vue d'obtenir un claim, doit être titulaire d'un permis de prospection délivré par le ministre, sauf le fonctionnaire ou l'employé du ministère agissant dans l'exercice de ses fonctions ou toute autre personne agissant pour le compte de la Couronne.

18. Toute personne peut, sans être titulaire de permis, désigner sur carte un terrain susceptible de faire l'objet d'un claim et situé dans le territoire décrit par décret du gouvernement aux fins de désignation sur carte ou dans un terrain visé aux articles 117, 259 ou 274.

19. Le permis est délivré à toute personne physique majeure qui satisfait aux conditions et acquitte les droits fixés par règlement.

Il est incessible.

Sur preuve que le permis a été endommagé, détruit, perdu ou volé, le ministre, sur paiement des frais fixés par règlement, en délivre un duplicata.

20. La période de validité du permis est de cinq ans.

Le ministre le renouvelle pour la même période aux conditions et sur acquittement des droits fixés par règlement.

21. Le titulaire du permis doit le porter sur lui lorsqu'il prospecte ou jalonne un terrain.

Il l'exhibe, sur demande, à tout fonctionnaire du ministère.

22. Nul ne peut interdire ou rendre difficile l'accès d'un terrain contenant des substances minérales qui font partie du domaine public à celui qui a le droit de le prospecter ou de le jalonner en vertu de la présente section, si ce dernier s'identifie sur demande et, dans le cas du titulaire de permis, s'il exhibe son permis.

23. Il est interdit de prospecter un terrain qui fait l'objet d'un claim, d'un permis d'exploration minière, d'une concession minière ou d'un bail minier.

24. Il est interdit de jalonner un terrain situé dans les limites du territoire décrit par décret du gouvernement aux fins de désignation sur carte.

Il est interdit de désigner sur carte un terrain qui n'est pas situé dans les limites du territoire décrit par décret du gouvernement aux fins de désignation sur carte ou qui n'est pas visé aux articles 117, 259 ou 274.

25. Il est interdit de jalonner ou de désigner sur carte, sous réserve de l'article 86, un terrain qui fait l'objet d'un permis d'exploration minière, d'une concession minière, d'un bail minier ou d'une demande de bail minier.

26. Il est interdit de prospector, de jalonner ou de désigner sur carte:

1° un territoire classé comme parc en vertu de la Loi sur les parcs (L.R.Q., chapitre P-9) ou constitué en réserve écologique en vertu de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26);

2° un terrain soustrait à la prospection, au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière par arrêté ministériel.

27. Il est interdit, sauf au titulaire de permis d'exploration minière, de jalonner sans autorisation du ministre un terrain situé au nord du cinquante-deuxième degré de latitude.

28. Il est interdit, sans autorisation du ministre, de jalonner ou de désigner sur carte un terrain:

1° situé dans les limites du territoire urbanisé déterminées par le ministre et reproduites sur des cartes conservées au bureau du registraire;

2° visé à l'article 5, lorsque seuls l'or et l'argent font partie du domaine public;

3° où sont exploitées, ou l'ont déjà été, les substances minérales visées à l'article 6, sauf s'il s'agit de sable ou de gravier;

4° réservé, par arrêté ministériel, pour des travaux miniers d'inventaire et de recherche ou pour des travaux d'aménagement et d'utilisation de forces hydrauliques.

29. Il est interdit, sans autorisation du ministre, de prospector, de jalonner ou de désigner sur carte un terrain:

1° situé dans une réserve indienne;

2° situé dans une terre de catégorie I, désignée et délimitée en vertu de la Loi sur le régime des terres dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., chapitre R-13.1);

3° désigné comme refuge faunique, par application de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., chapitre C-61.1), ou comme refuge d'oiseaux migrateurs, par application de la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (Statuts revisés du Canada, 1970, chapitre M-12).

30. Les articles 27, 28 et 29 ne s'appliquent pas aux fonctionnaires et autres employés du ministère agissant dans l'exercice de leurs fonctions, ni aux personnes agissant pour le compte de la Couronne.

31. Le ministre peut subordonner son autorisation à des conditions et obligations qui peuvent notamment, malgré les articles 67 à 75, concerner les travaux d'exploration à effectuer sur le terrain qui fera l'objet du claim.

32. Il est interdit de jalonner ou de désigner sur carte un terrain :

1° visé par une procédure en révocation du claim dont il fait l'objet, à compter de la date à laquelle le registraire en est informé;

2° qui fait l'objet d'un deuxième avis de jalonnement, à compter de la date de sa réception par le registraire.

33. Il est interdit de jalonner un terrain faisant déjà l'objet d'un claim en faveur d'un tiers, à moins que celui pour le compte duquel il est jalonné ne conteste le claim dans les délais et pour les motifs prévus aux paragraphes 1° à 3° de l'article 267.

34. Nul ne peut enregistrer par avis de désignation sur carte plus de deux cents claims par période de trente jours.

35. Nul ne peut jalonner ou désigner sur carte un terrain qui fait l'objet d'un claim dont l'enregistrement a été refusé, ou qui fait l'objet d'un claim abandonné, révoqué ou expiré, avant 7 heures le trente et unième jour qui suit soit la date à laquelle est devenu exécutoire le refus d'enregistrement ou la révocation, soit la date de réception par le registraire de l'avis écrit d'abandon, soit la date d'expiration.

Toutefois, celui qui était titulaire du claim abandonné, révoqué ou expiré, celui qui y avait un intérêt ou celui dont la demande d'enregistrement du claim a été refusée, ne peut, avant un délai supplémentaire de trente jours, jalonner ou désigner sur carte à son compte le terrain qui en faisait l'objet.

Lorsque l'intéressé se désiste d'un appel relatif à un refus d'enregistrement, un refus des travaux ou une révocation, ces délais commencent à courir le jour du dépôt de l'avis de désistement au greffe de la Cour provinciale.

36. Tout fonctionnaire ou autre employé du ministère agissant dans l'exercice de ses fonctions, ou toute autre personne agissant pour le compte de la Couronne et qui découvre du minerai, doit jalonner

ou désigner sur carte le terrain, en faveur de la Couronne, conformément aux dispositions de la section III.

SECTION III

CLAIM

§ 1.—*Obtention*

37. Le titulaire de claim a le droit exclusif de rechercher des substances minérales sur le terrain qui en fait l'objet, à l'exception des substances minérales de surface, du pétrole, du gaz naturel et de la saumure.

38. Le claim s'obtient par jalonnement ou désignation sur carte, conformément aux dispositions de la présente section.

Le jalonnement est fait à l'aide des plaques délivrées par le ministre. Ces plaques sont remises à toute personne qui en fait la demande, aux prix, aux conditions et pour la période fixés par règlement.

39. Dans un lot de 500 hectares ou moins situé dans un canton ou une seigneurie ou dans un bloc qui a déjà fait l'objet d'un bail minier ou d'une concession minière, la superficie du terrain jalonné ou désigné sur carte doit couvrir un lot ou un bloc entier suivant l'arpentage primitif ou, à défaut, suivant le cadastre, à moins que le terrain ne soit formé :

1° de la superficie résiduelle totale, n'excédant pas 50 hectares, de plusieurs parties de lots contigus, ou formé de la superficie résiduelle d'un seul lot, et qu'une partie de ces lots ou de ce lot fasse déjà l'objet d'un bail minier, d'une concession minière ou d'une restriction visée aux articles 26 à 29;

2° de plusieurs lots entiers contigus dont la superficie totale n'excède pas 50 hectares.

Dans ces deux derniers cas, les côtés du terrain doivent suivre les lignes de l'arpentage primitif ou, à défaut, celles du cadastre, à moins que le ministre n'en décide autrement.

Le terrain jalonné ou désigné sur carte comprend la moitié adjacente de toute bande de terre située entre ce terrain et un autre lot et la partie de toute nappe d'eau ou la partie de tout terrain grevé d'une servitude qui le couvre.

Lorsqu'un lot de forme irrégulière est borné par une rivière ou une nappe d'eau, le jalonneur peut prolonger sous l'eau par des piquets indicateurs sur la rive les côtés du terrain qui fait l'objet du claim afin de lui donner la superficie et la forme que le lot aurait eues s'il n'avait pas été en bordure d'une rivière ou d'une nappe d'eau.

40. Dans tout autre territoire, aussi exactement que les lieux le permettent, la superficie du terrain jalonné ou désigné sur carte doit être de 16 hectares, et ses côtés doivent avoir 400 mètres de longueur; les directions astronomiques du terrain doivent, autant que possible, être nord et sud, est et ouest.

Toutefois, un terrain de moins de 16 hectares, situé entre des terrains qui font l'objet d'un claim, d'un permis d'exploration minière, d'un bail minier ou d'une concession minière ou qui ne peuvent être jalonnés ou désignés sur carte, peut être jalonné ou désigné sur carte soit par un des titulaires de ces droits miniers, soit par chacun d'eux dans des proportions acceptées par le ministre, soit par un tiers autorisé par le ministre.

41. Le jalonneur doit se conformer, aussi exactement que les lieux le lui permettent, aux règles de jalonnement fixées par règlement.

42. Sauf autorisation du ministre en vertu de l'article 53, nul ne peut déplacer, déranger ou remplacer un piquet qui délimite un terrain jalonné, ni modifier les inscriptions qui apparaissent sur ce piquet ou sa plaque.

§ 2.—*Enregistrement et validité*

43. Le claim obtenu par jalonnement d'un terrain ne demeure valide qu'à la condition qu'un avis de jalonnement soit déposé au bureau du registraire dans les vingt jours à dater du jalonnement et qu'il y soit par la suite enregistré.

Toutefois, si le terrain jalonné se situe au nord du cinquante-deuxième degré de latitude, le délai est de trente jours.

44. Le claim qui s'obtient par désignation sur carte doit être enregistré par le dépôt, au bureau du registraire, d'un avis de désignation sur carte, lorsque le terrain est situé dans le territoire décrit par décret du gouvernement aux fins de désignation sur carte ou dans un terrain visé aux articles 117, 259 ou 274.

45. L'avis de jalonnement et l'avis de désignation sur carte doivent être faits dans la forme prescrite par règlement, contenir les renseignements et être accompagnés des documents et des droits qui y sont prescrits.

Dans le cas prévu à l'article 33, l'avis de jalonnement doit en outre être accompagné d'une requête en révocation de claim.

46. Le registraire peut permettre que le demandeur dépose, avant l'enregistrement du claim, un avis de jalonnement ou de désignation sur carte modifié, dans lequel est rectifiée une erreur grossière constatée dans l'avis original.

47. Le registraire refuse l'avis de jalonnement:

1° qui n'est pas reçu dans le délai prescrit;

2° qui vise un terrain jalonné sans l'autorisation du ministre alors qu'elle était requise en vertu des articles 27, 28 ou 29 ou du deuxième alinéa de l'article 40;

3° qui vise un terrain jalonné en contravention du premier alinéa de l'article 24, des articles 25, 26, 32 ou 35, du deuxième alinéa de l'article 38 ou de l'article 39;

4° lorsque les plaques utilisées étaient périmées à la date du jalonnement;

5° lorsque le jalonneur a jalonné sans permis de prospection alors que celui-ci était obligatoire en vertu de l'article 17;

6° qui ne respecte pas les exigences de l'article 45.

48. Le registraire refuse l'avis de désignation sur carte:

1° qui vise un terrain qui fait déjà l'objet d'un claim enregistré conformément à la présente sous-section;

2° qui vise un terrain désigné sur carte sans l'autorisation du ministre alors qu'elle était requise en vertu de l'article 28 ou 29;

3° qui vise un terrain désigné en contravention du deuxième alinéa de l'article 24 ou des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 ou 40;

4° qui ne respecte pas les exigences de l'article 45.

49. Il renvoie au ministre, pour qu'il en décide, tout autre cas où le jalonnement, l'avis de jalonnement ou l'avis de désignation sur carte ne lui paraît pas conforme à la présente loi ou à ses règlements d'application ou soulève quelque contestation.

Il renvoie également au ministre, pour qu'il en décide, l'avis de jalonnement et la requête en révocation de claim déposés en application du deuxième alinéa de l'article 45.

50. Lorsqu'il y a jalonnements simultanés d'un même terrain, le ministre désigne le titulaire du claim par tirage au sort.

51. Toute décision refusant un avis de jalonnement ou de désignation sur carte doit être écrite et motivée. Copie en est transmise à l'intéressé dans les quinze jours, par courrier certifié ou recommandé.

52. Le registraire, après l'expiration du délai prévu à l'article 43, délivre au demandeur dont l'avis de jalonnement est accepté un certificat d'enregistrement attestant l'existence du claim à compter du moment du jalonnement et en fait mention au registre.

Le registraire délivre au demandeur dont l'avis de désignation sur carte est accepté un certificat d'enregistrement attestant l'existence du claim à compter de la date du dépôt de cet avis et en fait mention au registre.

53. Le ministre peut, s'il n'y a pas de litige à son égard, corriger une erreur grossière dans l'enregistrement d'un claim.

54. Le ministre peut, d'office ou à la demande d'une personne intéressée, rendre toute décision concernant la superficie du terrain qui fait l'objet d'un claim, lorsqu'il y a chevauchement de terrains jalonnés ou lorsque la superficie, l'orientation ou la longueur des côtés du terrain n'est pas conforme à la présente loi ou à ses règlements d'application.

Pour l'application du premier alinéa, le ministre peut donner l'autorisation de déplacer, de déranger ou de remplacer un piquet qui délimite un terrain jalonné.

55. L'arpentage du terrain faisant l'objet d'un claim, effectué conformément à la présente loi et à ses règlements d'application, reste en vigueur et est considéré comme la limite et la description de ce terrain jusqu'à ce que le claim soit abandonné, révoqué ou expiré ou que la superficie en soit modifiée.

56. Le tiers acquéreur d'un claim, qui constate une irrégularité de jalonnement pouvant entraîner sa révocation, peut, si la validité du claim n'est pas contestée, jalonner de nouveau le terrain, conformément aux dispositions de la présente section, et déposer un nouvel avis de jalonnement.

Cet avis de jalonnement équivaut à un avis d'abandon de l'ancien claim, qui prend effet à la délivrance du certificat d'enregistrement du nouveau claim. Celui-ci est réputé exister depuis la même date que l'ancien et comporte les mêmes droits et obligations.

57. La première période de validité d'un claim se termine deux ans après son enregistrement.

Le ministre le renouvelle pour une période de validité de deux ans, pourvu que son titulaire :

1° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

2° ait acquitté les droits fixés par règlement;

3° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le claim enregistré en faveur de la Couronne demeure en vigueur pour la période et aux conditions fixées par le ministre, qui peut en disposer pour le prix et aux conditions fixées par le gouvernement.

58. Le ministre peut en outre renouveler un claim par anticipation pour une seule période de validité, pourvu que le titulaire :

1° en ait fait la demande simultanément à une demande de renouvellement faite en vertu de l'article 57;

2° ait justifié des travaux nécessaires à ce renouvellement en appliquant les articles 70 ou 71;

3° ait satisfait aux conditions de renouvellement prévues à l'article 57;

4° ait acquitté, pour la période de validité anticipée, les droits fixés par règlement.

59. Le ministre, d'office ou à la demande d'une personne intéressée, peut, sous certaines conditions, suspendre la période de validité du claim :

1° lorsque sa validité est contestée, jusqu'à la réception, au bureau du registraire, de l'avis de désistement ou jusqu'à la date où la décision devient exécutoire, selon la première éventualité;

2° pour la période qu'il fixe, lorsque le titulaire est empêché d'exécuter les travaux d'exploration prescrits par l'article 67;

3° jusqu'à ce qu'il ait rendu sa décision sur une demande de bail minier, lorsque celle-ci concerne le terrain qui fait l'objet du claim.

§ 3.—*Droits et obligations*

60. Le titulaire de claim a droit d'accès au terrain qui en fait l'objet et peut y faire tout travail d'exploration.

Toutefois, sur les terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières ou sur celles qui font l'objet d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, il ne peut exercer ces droits que suivant l'article 228.

61. Il ne peut, sur les terres du domaine public, ériger d'autres constructions que celles dont il a besoin pour ses activités minières.

Dès qu'il a connaissance qu'un tiers y érige une construction, il doit en aviser par écrit le ministre.

62. Est exclue du claim et réservée à la Couronne toute partie de cours d'eau d'une puissance naturelle de 225 kilowatts ou plus, ainsi qu'une bande de terre de 20 mètres de largeur de part et d'autre du cours d'eau. Le ministre peut ajouter à cette réserve toute superficie qu'il juge nécessaire à l'aménagement et à l'utilisation de forces hydrauliques.

Le ministre peut toutefois autoriser, sous certaines conditions, le titulaire de claim à rechercher des substances minérales sur le terrain réservé.

63. Le titulaire du claim peut utiliser, pour ses activités minières, le sable et le gravier, sauf si le terrain qui fait l'objet du claim fait déjà l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface.

64. Le titulaire de claim ne peut extraire ou expédier des substances minérales qu'à des fins d'échantillonnage géologique ou géochimique et que dans une quantité inférieure à une tonne métrique.

Toutefois, le ministre peut l'autoriser, sous certaines conditions, à extraire ou à expédier chaque année une quantité fixe de substances minérales.

65. Il peut, avec l'autorisation du ministre et aux conditions que celui-ci détermine, effectuer des travaux d'exploration dans les terres du domaine public lorsqu'il s'y trouve un aménagement prévu par règlement ou lorsque ces terres font l'objet d'une cession ou d'une location visée à l'article 232.

66. Sont notamment effectuées sans que le titulaire de claim ait droit à une indemnité :

1° l'extraction, sur les terres du domaine public, de sable, de gravier ou de pierre pour la construction ou l'entretien des ouvrages de la Couronne;

2° l'installation de lignes de transport d'énergie électrique, d'oléoducs ou de gazoducs;

3° la cession ou la location de terres du domaine public notamment pour les objets visés à l'article 232.

67. Sous réserve des articles 68 et 70 à 75, le titulaire du claim est tenu d'effectuer sur le terrain qui en fait l'objet, avant le soixantième jour qui précède la date de son expiration, des travaux d'exploration dont la nature et le coût minimum sont déterminés par règlement. Toutefois, les sommes dépensées en travaux d'examen de propriété et en études d'évaluation technique ne doivent pas dépasser le quart de ce coût minimum.

Il en fait rapport au ministre avant la même date. Il peut toutefois, moyennant le versement d'un montant supplémentaire fixé par règlement, transmettre son rapport après cette date, pourvu que ce soit avant la date d'expiration du claim. Le rapport doit être fait conformément au règlement et être accompagné des documents qui y sont indiqués.

68. Le ministre peut dispenser des travaux d'exploration le titulaire de claim qui, pour des raisons valables, ne les a pas effectués dans le délai prescrit, pourvu qu'avant la date d'expiration du claim :

1° il ait transmis au ministre une demande d'exemption écrite l'informant des raisons pour lesquelles il ne les a pas effectués;

2° il ait versé au ministre une somme égale au coût minimum des travaux qu'il aurait dû effectuer, ou, le cas échéant, à la différence entre ce coût minimum et celui des travaux qu'il a effectués et dont il a fait rapport.

69. Le ministre peut refuser tout ou partie des travaux d'exploration lorsque les documents transmis :

1° sont incomplets ou non conformes au règlement ;

2° ne justifient pas les montants déclarés ou le coût réel des travaux ;

3° ne démontrent pas que les montants déclarés ont été déboursés uniquement pour l'exécution des travaux d'exploration ;

4° ont été falsifiés ou contiennent de faux renseignements ;

5° déclarent des travaux qui l'ont déjà été par le titulaire de claim ou par un tiers et qui ont été acceptés dans un autre rapport.

Une décision de refus des travaux suspend la période de validité du claim jusqu'à ce que cette décision soit exécutoire.

70. L'excédent des sommes dépensées pour les travaux d'exploration sur le coût minimum fixé par le règlement est applicable aux périodes de renouvellement du claim.

71. Le titulaire de claims peut appliquer, avant le sixième jour qui précède la date d'expiration du claim dont il demande le renouvellement, tout ou partie des sommes dépensées pour des travaux d'exploration effectués au titre du claim pour lequel il y a un excédent au claim dont il demande le renouvellement, pour le seul montant nécessaire à son renouvellement, pourvu que le terrain sur lequel les travaux ont été effectués et celui qui fait l'objet d'une demande de renouvellement soient compris dans un carré de 3,2 kilomètres de côté.

Lorsque la longueur d'un des côtés du terrain qui fait l'objet d'un de ces claims excède 3,2 kilomètres, le titulaire de claims peut également faire cette application, pourvu que le terrain qui fait l'objet du claim dont il demande le renouvellement et celui sur lequel les travaux ont été effectués soient compris en tout ou en partie à l'intérieur d'un carré de 3,2 kilomètres de côté.

72. Le titulaire de claim qui est également titulaire de bail minier ou de concession minière peut, lorsqu'il fait rapport, conformément à l'article 67, des travaux visés à cet article et qui ont été effectués au titre du bail ou de la concession, appliquer tout ou partie des sommes

dépensées pour ces travaux à un ou à plusieurs claims pour le seul montant nécessaire au renouvellement qu'il demande, pourvu qu'ils aient été effectués au cours de la période de validité du claim et que l'ensemble des terrains qui font l'objet du claim, du bail ou de la concession soit compris dans un carré de 3,2 kilomètres de côté.

Lorsque la longueur d'un des côtés du terrain qui fait l'objet du claim, du bail ou de la concession excède 3,2 kilomètres, il peut également faire cette application, pourvu que les terrains soient compris en tout ou en partie dans un carré de 3,2 kilomètres de côté.

73. Pour l'application des articles 70, 71 et 72, lorsque les travaux d'exploration effectués sont insuffisants pour permettre le renouvellement d'un claim, le titulaire peut, dans les quinze jours de la date où il en est avisé par le ministre, présenter une nouvelle répartition des sommes dépensées pour des travaux d'exploration.

À défaut par lui de le faire, ces sommes sont réparties entre différents claims conformément aux règles fixées par règlement.

74. Les travaux d'exploration effectués au titre d'un claim au cours de la période de validité précédant sa période de validité actuelle, à l'exception des travaux d'examen de propriété, de décapage, d'excavation et d'évaluation technique, peuvent, dans un rapport, être appliqués à la période de validité actuelle pour la moitié de leur valeur.

Toutefois, les travaux d'exploration effectués au cours des soixante jours précédant l'expiration de la période de validité antérieure à la période actuelle peuvent être appliqués à leur pleine valeur.

75. Les levés géologiques, géophysiques ou géochimiques effectués sur le territoire comprenant le terrain qui fait l'objet d'un claim au cours des douze mois qui précèdent la date du jalonnement ou de la production de l'avis de désignation sur carte au bureau du registraire, peuvent, dans un rapport, être appliqués à la première période de validité du claim pour la moitié de leur valeur.

76. Le ministre peut ordonner, pour des motifs d'intérêt public, la cessation des travaux d'exploration.

Dans ce cas, il suspend, sous certaines conditions, la période de validité du claim.

Après une période de six mois, le ministre peut, d'office ou à la demande du titulaire du claim, annuler le claim. Dans ce cas, une indemnité est versée au titulaire du claim pour compenser tout ou partie des investissements effectués pour la recherche minière.

§ 4.—*Abandon*

77. Le titulaire de claim peut abandonner son droit, pourvu qu'il ait transmis un avis écrit à cet effet au registraire.

SECTION IV

PERMIS D'EXPLORATION MINIÈRE

78. Le titulaire de permis d'exploration minière a le droit exclusif de rechercher des substances minérales sur le territoire qui en fait l'objet, à l'exception des substances minérales de surface, du pétrole, du gaz naturel et de la saumure.

79. Le permis d'exploration minière est délivré par le ministre pour l'exploration des territoires situés au nord du cinquante-deuxième degré de latitude.

80. Il est délivré, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte les droits annuels fixés par règlement.

81. Un territoire peut faire l'objet d'un permis dans la même mesure où il peut être prospecté ou jalonné suivant les articles 25, 26, 28, 29, 32 et 35 et suivant les conditions fixées en application de l'article 31.

82. Le territoire qui fait l'objet d'un permis doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas être inférieure à 50 kilomètres carrés ni supérieure à 400 kilomètres carrés.

Toutefois, le ministre peut accorder un permis pour un terrain d'une superficie inférieure à 50 kilomètres carrés, situé entre des terrains faisant l'objet d'un claim, d'un permis d'exploration minière, d'un bail minier ou d'une concession minière ou entre des terrains ne pouvant faire l'objet d'un permis d'exploration minière.

83. Le ministre peut, au début de chaque année de validité du permis, accorder à son titulaire une augmentation de la superficie du territoire qui en fait l'objet, pourvu :

- 1° qu'il en ait fait la demande par écrit;
- 2° que le terrain ajouté soit contigu à ce territoire;
- 3° que la superficie totale des terrains n'excède pas 400 kilomètres carrés;

4° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

84. La période de validité du permis est de cinq ans.

Le ministre le renouvelle pour la même période une seule fois, sur tout ou partie du territoire qui en fait l'objet, pourvu que le titulaire :

1° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

2° ait acquitté les droits annuels fixés par règlement;

3° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

85. Le titulaire de permis doit verser à l'avance les droits annuels et respecter les conditions d'exercice du permis fixés par règlement.

Il doit en outre respecter toute autre condition que le ministre peut lui imposer dans l'intérêt public.

86. Le titulaire de permis peut, conformément aux dispositions de la section III, obtenir un claim sur tout ou partie du territoire qui fait l'objet du permis.

La superficie dudit territoire est réduite, le cas échéant, de celle du terrain qui fait l'objet du claim; cette diminution ne réduit pas les travaux d'exploration que le titulaire du permis est tenu d'effectuer en application de l'article 88, pour l'année en cours.

87. Les droits et restrictions relatifs à la recherche de substances minérales, applicables au claim en vertu des articles 60 à 66, s'appliquent au permis, compte tenu des adaptations nécessaires.

88. Sous réserve des articles 89 et 92, le titulaire du permis doit effectuer chaque année, sur le territoire qui en fait l'objet, des travaux d'exploration dont la nature et le coût minimum sont déterminés par règlement. Toutefois, les sommes dépensées en travaux d'examen de propriété et en études d'évaluation technique ne doivent pas dépasser le quart de ce coût minimum.

Il doit, avant la fin de l'année, en faire rapport au ministre; ce rapport doit être fait conformément au règlement et être accompagné des documents qui y sont indiqués.

89. Le ministre peut dispenser des travaux d'exploration, pour toute année de validité du permis sauf la première, le titulaire de permis qui, pour des raisons valables, ne les a pas effectués dans le délai prescrit, pourvu qu'avant la fin de l'année :

1° il ait transmis au ministre une demande d'exemption écrite l'informant des raisons pour lesquelles il ne les a pas effectués;

2° il ait versé au ministre une somme égale au coût minimum des travaux qu'il aurait dû effectuer, ou, le cas échéant, à la différence entre le coût minimum et celui des travaux qu'il a effectués et dont il a fait rapport.

Le ministre peut en outre l'autoriser à effectuer, pendant la deuxième année de validité du permis, en plus des travaux prévus pour cette deuxième année, les travaux de la première année s'il lui démontre qu'il n'a pu les effectuer à temps pour des raisons valables.

90. Avant le 1^{er} avril de chaque année, le titulaire de permis transmet au ministre le programme des travaux qu'il se propose d'effectuer.

91. Le ministre peut refuser tout ou partie des travaux d'exploration lorsque les documents transmis :

1° sont incomplets ou non conformes au règlement;

2° ne justifient pas les montants déclarés ou le coût réel des travaux;

3° ne démontrent pas que les montants déclarés ont été déboursés uniquement pour l'exécution des travaux d'exploration;

4° ont été falsifiés ou contiennent de faux renseignements;

5° déclarent des travaux qui l'ont déjà été par le titulaire de permis ou par un tiers et qui ont été acceptés dans un autre rapport.

Une décision de refus des travaux suspend la période de validité du permis d'exploration jusqu'à ce que cette décision soit exécutoire.

92. L'excédent des sommes dépensées pour des travaux d'exploration sur le coût minimum fixé par le règlement est applicable aux années ultérieures de validité du permis.

93. Le titulaire de permis peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur tout ou partie du territoire qui en fait l'objet, pourvu :

1° qu'il en fasse la demande par écrit;

2° que, dans le cas d'abandon partiel, la superficie résiduelle soit formée d'une ou de plusieurs parcelles de terrain formant un quadrilatère d'au moins 2 kilomètres carrés de superficie;

3° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

L'abandon partiel ne réduit pas les travaux d'exploration que le titulaire de permis est tenu d'effectuer pour l'année en cours.

SECTION V

BAIL MINIER ET CONCESSION MINIÈRE

94. Celui qui exploite des substances minérales, à l'exception des substances minérales de surface, du pétrole, du gaz naturel et de la saumure, doit avoir préalablement conclu avec le ministre un bail minier ou obtenu une concession minière en vertu de toute loi antérieure relative aux mines, sauf s'il y est autorisé par un bail d'exploitation dans les fonds marins.

95. Le ministre conclut un bail, pour tout ou partie d'un terrain qui fait l'objet soit d'un ou de plusieurs claims, soit d'un ou de plusieurs permis d'exploration minière, soit de claims et de permis d'exploration minière, soit d'une concession minière restreinte à certaines substances minérales visées à l'article 6, si leur titulaire démontre qu'il existe des indices permettant de croire à la présence d'un gisement exploitable et s'il satisfait aux conditions et acquitte le loyer annuel fixés par règlement.

Le titulaire du droit minier fournit au ministre, à sa demande, tout document utile à la détermination de l'existence desdits indices.

96. Le terrain qui fait l'objet du bail doit être compris dans un seul périmètre et sa superficie ne doit pas excéder 100 hectares.

Toutefois le ministre peut, lorsque les circonstances le justifient, accepter de conclure un bail sur un terrain d'une superficie supérieure à 100 hectares.

97. La superficie du territoire qui fait l'objet des droits miniers visés à l'article 95 est réduite de celle du terrain qui fait l'objet du bail et, dans le cas d'un permis d'exploration minière, les travaux d'exploration à effectuer pendant l'année en cours sur ce territoire ne sont pas réduits.

98. La durée du bail est de vingt ans.

Le ministre le renouvelle pour une période de dix ans, au plus trois fois, pourvu que le locataire :

1° en ait fait la demande avant le soixantième jour précédant l'expiration du bail ou à défaut, dans les soixante jours précédant l'expiration du bail moyennant le versement d'un montant supplémentaire fixé par règlement;

2° ait fait de l'exploitation minière pendant au moins deux ans au cours des dix dernières années du bail;

3° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

4° ait acquitté le loyer annuel fixé par règlement;

5° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le ministre peut prolonger le bail après le troisième renouvellement, aux conditions, pour le loyer et pour la période qu'il détermine.

99. Sous réserve des restrictions de la présente section, le locataire et le concessionnaire ont, sur le terrain qui fait l'objet du bail ou de la concession, les droits et obligations d'un propriétaire.

Toutefois, le droit d'utiliser le dessus du sol situé dans le domaine public est limité aux usages miniers et subordonné aux conditions prévues dans le bail ou la concession et par la présente loi. Sur les terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières ou sur celles qui font l'objet d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, ce droit ne peut être exercé que suivant l'article 228.

100. Est exclue du bail et réservée à la Couronne toute partie de cours d'eau d'une puissance naturelle de 225 kilowatts ou plus, ainsi qu'une bande de terre de 20 mètres de largeur de part et d'autre du cours d'eau. Le ministre peut ajouter à cette réserve toute superficie qu'il juge nécessaire à l'aménagement et à l'utilisation de forces hydrauliques.

Le ministre peut toutefois autoriser, sous certaines conditions, le locataire à exploiter des substances minérales sur le terrain réservé.

101. Sont exclues de toute concession et réservées à la Couronne :

1° à compter du 15 mars 1928, toute partie de cours d'eau d'une puissance naturelle de 110 kilowatts ou plus;

2° à compter du 24 mai 1937, une bande de terre de 20 mètres de largeur de part et d'autre du cours d'eau;

3° jusqu'au (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), toute superficie additionnelle que le gouvernement a jugé nécessaire à l'aménagement et à l'utilisation de forces hydrauliques et, à compter de cette date, que le ministre juge nécessaire à ces mêmes fins.

Le ministre peut toutefois autoriser, sous certaines conditions, le concessionnaire à exploiter des substances minérales sur le terrain réservé.

102. Sont exclus de la concession le sable, le gravier, le pétrole, le gaz naturel et la saumure.

103. Le locataire et, malgré l'article 102, le concessionnaire peuvent utiliser, pour leurs activités minières, le sable et le gravier, sauf si le terrain qui fait l'objet du bail ou de la concession fait déjà l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface.

104. Est réservé à la Couronne, à des fins d'aménagement public, 5 p. 100 de la superficie de tout terrain faisant l'objet d'un bail ou d'une concession et situé dans les terres du domaine public.

105. L'extraction, sur les terres du domaine public, de sable, de gravier ou de pierre pour la construction ou l'entretien des ouvrages de la Couronne est effectuée, sans qu'il soit versé d'indemnité au locataire ou au concessionnaire.

106. Le concessionnaire, sur les terres du domaine public concédées à des fins minières, peut, conformément à la loi, pourvu qu'il ait obtenu l'autorisation du ministre :

1° aliéner ou louer tout ou partie du terrain qui fait l'objet de la concession;

2° ériger sur ce terrain toutes constructions autres que celles requises pour ses activités minières;

3° vendre toute construction érigée sur ce terrain;

4° autrement disposer de tout droit de propriété superficière sur ce terrain.

Il doit respecter les prix et conditions que le ministre fixe dans son autorisation et, lorsqu'il s'agit d'une aliénation, produire un plan de morcellement cadastral ou, si le ministre le permet, une description technique du terrain.

107. L'autorisation du ministre est accordée sous la forme d'un certificat portant sa signature.

Le concessionnaire l'enregistre au bureau de la division d'enregistrement où le terrain est situé.

À compter de cet enregistrement, aucun acte décrit au certificat ne peut être annulé pour l'unique motif de l'inobservation par le concessionnaire des exigences de la présente loi ou de ses règlements d'application.

108. Celui en faveur de qui un lot a été aliéné avec l'autorisation du ministre peut obtenir, pour ce lot, des lettres patentes délivrées en application de la Loi sur les terres et forêts, qui demeurent valides malgré la révocation de la concession minière dont le terrain fait l'objet.

109. Le ministre peut, lorsqu'il autorise un concessionnaire à aliéner ou à louer des lots, l'obliger à verser une partie du prix de vente ou du loyer au fonds consolidé du revenu et, s'il y a lieu, une autre partie au fonds général de la municipalité dans laquelle le lot est situé.

110. Le locataire doit verser à l'avance le loyer annuel et respecter les conditions d'exercice du bail fixés par règlement.

111. Le locataire doit, dans les quatre ans à compter de la conclusion du bail, entreprendre des travaux d'exploitation minière.

Toutefois, le ministre peut, lorsqu'il le juge à propos, prolonger ce délai aux conditions, moyennant le loyer et pour la période qu'il fixe.

112. Le concessionnaire doit, dans les délais accordés par le ministre en vertu de toute loi antérieure relative aux mines, entreprendre des travaux d'exploitation minière.

Toutefois, le ministre peut, lorsqu'il le juge à propos, prolonger ce délai aux conditions, moyennant le versement des droits et pour la période qu'il fixe.

113. Celui qui a acquis une concession dont les lettres patentes n'ont pas été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911 doit effectuer sur le terrain qui en fait l'objet, à chaque année à compter du début de son exploitation, des travaux d'exploration ou d'exploitation minière dont le coût minimum est fixé par règlement. Toutefois, les sommes dépensées en travaux d'examen de propriété et en études d'évaluation technique ne doivent pas dépasser le quart de ce coût minimum.

À défaut d'avoir effectué ces travaux, le concessionnaire doit verser au ministre, avant le 1^{er} février de chaque année, une somme égale au coût minimum des travaux qu'il aurait dû effectuer, ou, le cas échéant, à la différence entre le coût minimum et celui des travaux qu'il a effectués et dont il a fait rapport.

Avant le 1^{er} février de chaque année, il fait rapport au ministre des travaux effectués; ce rapport doit contenir les renseignements et être accompagné des documents prescrits dans le règlement.

114. Le ministre peut refuser tout ou partie des travaux d'exploration ou d'exploitation déclarés lorsque les documents transmis :

- 1° sont incomplets ou non conformes au règlement;
- 2° ne justifient pas les montants déclarés ou le coût réel des travaux;
- 3° ne démontrent pas que les montants déclarés ont été déboursés uniquement pour l'exécution des travaux d'exploration ou d'exploitation;
- 4° ont été falsifiés ou contiennent de faux renseignements;
- 5° déclarent des travaux qui l'ont déjà été par le concessionnaire ou par un tiers et qui ont été acceptés dans un autre rapport.

115. Le ministre peut, lorsque des terrains adjacents dont la superficie totale n'excède pas 2 000 hectares ont été loués par baux distincts à la même personne, permettre que les travaux d'exploitation minière soient entrepris sur l'un de ces terrains.

Il peut, aux mêmes conditions, accorder cette autorisation et celle de concentrer les travaux d'exploration ou d'exploitation minière au concessionnaire visé à l'article 113.

116. Le locataire ou le concessionnaire peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur tout ou partie du terrain qui en fait l'objet, pourvu :

- 1° qu'il en fasse la demande par écrit;

2° qu'il ait acquitté les droits exigibles en vertu de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15);

3° qu'il ait transmis au ministre les plans, registres et rapports visés à l'article 219;

4° qu'il se soit conformé aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2) et de ses textes d'application;

5° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

117. Dans les trente jours de l'abandon du bail ou de la concession ou de l'expiration du bail, le locataire ou le concessionnaire a priorité pour faire enregistrer, par avis de désignation sur carte, un claim sur tout ou partie du terrain qui faisait l'objet du titre abandonné ou expiré. Dans ce cas, un claim peut être obtenu sur chaque partie de lot si le bail ou la concession couvre une partie de lot et que le titulaire ou le concessionnaire n'est pas titulaire d'un claim sur l'autre partie du lot.

Dans les trente jours qui suivent l'expiration de ce délai, cet enregistrement est ouvert à tout intéressé pour la partie du terrain qui n'a pas fait l'objet d'un claim en application du premier alinéa.

Par la suite, les claims sont obtenus par jalonnement ou désignation sur carte selon le territoire où le terrain est situé.

118. Le concessionnaire peut obtenir du ministre des lettres patentes sur le terrain qui fait l'objet de la concession, sur preuve du commencement des travaux d'exploitation minière dans le délai visé à l'article 112.

Les lettres patentes délivrées sous la signature du ministre ont le même effet que si elles étaient délivrées et signées par le lieutenant-gouverneur et le procureur général sous le grand sceau.

Ces lettres patentes sont enregistrées par le ministre de la Justice, en sa qualité de registraire du Québec.

119. Lorsque des lettres patentes contiennent une erreur sur la superficie ou la désignation du terrain concerné, une erreur sur le nom du titulaire ou toute autre erreur matérielle, le ministre peut, à moins qu'il n'y ait litige à l'égard de cette erreur, annuler les lettres patentes et en délivrer d'autres rectifiées qui ont effet à la même date.

Le ministre peut également, si cela est possible, rectifier les lettres patentes sans les annuler.

120. Le ministre avise le registraire du Québec et le registraire de la division d'enregistrement concernée de toute délivrance, rectification ou annulation de lettres patentes.

Mention de la rectification ou de l'annulation est faite en marge des lettres patentes enregistrées, avec renvoi au numéro d'enregistrement de la rectification ou de l'annulation.

SECTION VI

PERMIS DE RECHERCHE DANS LES FONDS MARINS ET BAIL D'EXPLOITATION DANS LES FONDS MARINS

121. Le titulaire de permis de recherche dans les fonds marins a le droit exclusif de rechercher des substances minérales dans les fonds marins qui en font l'objet, à l'exception du pétrole, du gaz naturel et de la saumure.

122. Celui qui exploite des substances minérales dans les fonds marins, à l'exception du pétrole, du gaz naturel et de la saumure, doit avoir préalablement conclu avec le ministre un bail d'exploitation dans les fonds marins.

123. Le gouvernement peut autoriser généralement ou spécialement le ministre à délivrer un permis ou à conclure un bail subordonné aux conditions et aux droits que fixe le ministre.

SECTION VII

PERMIS DE RECHERCHE DE SUBSTANCES MINÉRALES DE SURFACE

124. Le titulaire de permis de recherche de substances minérales de surface a le droit exclusif de rechercher sur le terrain qui en fait l'objet, des substances minérales de surface à l'exception du sable, sauf le sable de silice utilisé à des fins industrielles, du gravier, de l'argile commune et des résidus miniers inertes utilisés à des fins de construction.

125. Le permis est délivré par le ministre, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte les droits fixés par règlement.

Toutefois il est refusé:

1° lorsque le territoire visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail minier ou d'une demande de bail minier, d'une concession minière, d'un permis de recherche de substances minérales de surface, d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface ou d'une demande en vue de la conclusion d'un tel bail;

2° si le demandeur était titulaire d'un permis pour le même territoire dans les douze mois qui précèdent la demande.

126. Un territoire peut faire l'objet d'un permis dans la même mesure où il peut être prospecté ou jalonné suivant les articles 26, 28 et 29 et suivant les conditions fixées en application de l'article 31.

127. Le territoire qui fait l'objet d'un permis doit être compris dans un seul périmètre et sa superficie ne doit pas excéder 100 hectares.

128. La période de validité du permis est de deux ans.

Le ministre le renouvelle pour la même période, pourvu que le titulaire:

1° lui ait démontré que cette prolongation est nécessaire pour permettre la continuation des études technico-économiques ou des travaux d'expérimentation déjà en cours, tels qu'ils sont définis par règlement;

2° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

3° ait acquitté les droits fixés par règlement;

4° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

129. Le titulaire du permis doit en respecter les conditions d'exercice fixées par règlement.

Il doit en outre respecter toute autre condition que le ministre peut lui imposer dans l'intérêt public.

130. Les droits et restrictions relatifs à la recherche de substances minérales, applicables au claim en vertu des articles 60 à 62 et 64 à 66, s'appliquent au permis, compte tenu des adaptations nécessaires.

131. Au cours de la période de validité du permis, le titulaire doit effectuer, sur le territoire qui en fait l'objet, des travaux d'exploration dont la nature et le coût minimum sont déterminés par règlement. Toutefois, les sommes dépensées en travaux d'examen de propriété et en études d'évaluation technique ne doivent pas dépasser le quart de ce coût minimum.

Il doit, avant l'expiration du permis, en faire rapport au ministre; ce rapport doit contenir les renseignements et être accompagné des documents prescrits par règlement.

132. Le ministre refuse tout ou partie des travaux d'exploration lorsque les documents transmis:

- 1° sont incomplets ou non conformes au règlement;
- 2° ne justifient pas les montants déclarés ou le coût réel des travaux;
- 3° ne démontrent pas que les montants déclarés ont été déboursés uniquement pour l'exécution des travaux d'exploration;
- 4° ont été falsifiés ou contiennent de faux renseignements;
- 5° déclarent des travaux qui l'ont déjà été par le titulaire de permis ou par un tiers et qui ont été acceptés dans un autre rapport.

Une décision de refus des travaux suspend la période de validité du permis jusqu'à ce que cette décision soit exécutoire.

133. Le titulaire de permis peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur tout ou partie du territoire qui en fait l'objet, pourvu:

- 1° qu'il en fasse la demande par écrit;
- 2° que, dans le cas d'abandon partiel, la superficie résiduelle soit comprise dans un seul périmètre;
- 3° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

L'abandon partiel ne réduit pas les travaux d'exploration que le titulaire de permis doit effectuer pour la période de validité en cours en application de l'article 131.

SECTION VIII

BAIL D'EXPLOITATION DE SUBSTANCES MINÉRALES DE SURFACE

134. Celui qui extrait ou exploite des substances minérales de surface doit avoir préalablement conclu avec le ministre un bail d'exploitation de substances minérales de surface.

Toutefois, le ministre peut autoriser une personne qui n'est pas titulaire d'un bail à extraire annuellement sous certaines conditions, une quantité fixe de substances minérales de surface.

135. Le bail est non exclusif lorsqu'il est conclu pour l'extraction ou l'exploitation des substances suivantes utilisées à des fins de

construction : le sable, sauf le sable de silice utilisé à des fins industrielles, le gravier, l'argile commune ou les résidus miniers inertes.

Le bail est exclusif lorsqu'il est conclu pour l'extraction ou l'exploitation de sable, de gravier ou d'argile commune, s'il est démontré au ministre qu'une garantie d'approvisionnement est nécessaire à l'établissement ou la survie d'une entreprise, ou lorsqu'il est conclu pour l'extraction ou l'exploitation de sable de silice utilisé à des fins industrielles ou de toutes autres substances minérales de surface.

136. Le ministre conclut un bail, pour un terrain donné, avec toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte le loyer fixés par règlement.

Toutefois, le bail non exclusif est refusé lorsque le terrain visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail minier, d'une concession minière, d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface ou d'une demande en vue de la conclusion de ce dernier bail.

Le bail exclusif est refusé lorsque le terrain visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail minier ou d'une demande de bail minier, d'une concession minière, d'un permis de recherche de substances minérales de surface ou d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface.

137. Le bail non exclusif est incessible.

138. Un terrain peut faire l'objet d'un bail dans la même mesure où il peut être prospecté ou jalonné suivant les articles 26, 28 et 29 et suivant les conditions fixées en application de l'article 31.

Le terrain utilisé comme cimetière au sens de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69) ou établi comme cimetière conformément à la Loi sur les cimetières non catholiques (L.R.Q., chapitre C-17) ne peut faire l'objet d'aucun bail.

139. Le terrain qui fait l'objet d'un bail exclusif doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas excéder 100 hectares.

Toutefois, le ministre peut déterminer, en tenant compte du taux de production projeté et de la capacité de production de l'exploitation, un périmètre de protection visant à garantir au locataire un approvisionnement de tourbe pour une période approximative de cinquante ans, et conclure à cet effet un bail exclusif sur un terrain d'une superficie supérieure à 100 hectares.

140. Le ministre peut accorder au titulaire de bail exclusif, au début de chaque année de durée du bail, l'augmentation de la superficie du territoire qui en fait l'objet, pourvu :

- 1° que le terrain ajouté soit contigu à ce territoire;
- 2° que la superficie totale des terrains soit conforme à l'article 139;
- 3° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

141. Le bail non exclusif se termine le 31 mars de l'année qui suit celle où il est conclu.

Le ministre renouvelle le bail non exclusif pour un an, pourvu que le locataire :

- 1° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;
- 2° ait acquitté le loyer fixé par règlement;
- 3° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le renouvellement est refusé lorsque, pendant la durée du bail précédent, le terrain visé a fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un bail minier, d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface ou d'une demande en vue de la conclusion de ce dernier bail.

142. La durée du bail exclusif est de cinq ans.

Le ministre renouvelle le bail exclusif pour la même période, pourvu que le locataire :

- 1° en ait fait la demande avant le sixantième jour précédant l'expiration du bail ou à défaut, dans les soixante jours précédant l'expiration du bail moyennant le versement d'un montant supplémentaire fixé par règlement;
- 2° ait fait de l'exploitation pendant au moins un an;
- 3° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;
- 4° ait acquitté le loyer fixé par règlement;
- 5° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le renouvellement est refusé pour l'extraction ou l'exploitation de sable, de gravier et d'argile commune, lorsque le ministre est d'avis que la garantie d'approvisionnement n'est plus nécessaire à l'établissement ou à la survie de l'entreprise.

143. Le locataire a droit d'accès au terrain qui fait l'objet de son bail et peut y extraire ou y exploiter les substances minérales de surface.

Toutefois, sur les terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières, ces droits ne peuvent être exercés que suivant l'article 228.

144. Est exclue du bail et réservée à la Couronne toute partie de cours d'eau d'une puissance naturelle de 225 kilowatts ou plus, ainsi qu'une bande de terre de 20 mètres de largeur de part et d'autre du cours d'eau. Le ministre peut ajouter à cette réserve toute superficie qu'il juge nécessaire à l'aménagement et à l'utilisation de forces hydrauliques.

Le ministre peut toutefois autoriser, sous certaines conditions, un locataire à extraire ou à exploiter des substances minérales de surface sur le terrain réservé.

145. L'extraction, sur les terres du domaine public, de sable, de gravier ou de pierre pour la construction ou l'entretien des ouvrages de la Couronne, est effectuée sans qu'il soit versé d'indemnité au locataire.

146. Le locataire doit respecter les conditions d'exercice du bail fixées par règlement et toutes autres conditions que le ministre peut lui imposer dans l'intérêt public ou en raison de l'existence d'autres droits miniers affectant le terrain qui fait l'objet du bail.

147. Le titulaire de bail exclusif doit, dans le délai fixé par le ministre, entreprendre des travaux d'exploitation.

148. Le locataire tient à jour un état détaillé de ses activités d'exploitation et conserve une copie de tous les documents concernant l'aliénation et le transport des substances extraites.

149. Il transmet au ministre, tous les trois mois et dans les quinze jours qui suivent la date d'expiration du bail, un rapport qui indique la quantité de substances minérales de surface qu'il a extraites et, le cas échéant, aliénées.

Il lui verse la redevance fixée par règlement dans les trente jours de la réception du compte établi par le ministre à la suite du rapport.

Aucune redevance n'est exigible sur le sable et le gravier extraits d'une sablière pour la construction ou l'entretien, sur les terres du domaine public, d'un chemin minier ou d'un chemin forestier ou, par la Couronne, d'un chemin public.

150. Le titulaire de bail exclusif peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur tout ou partie du terrain qui en fait l'objet, pourvu :

- 1° qu'il en fasse la demande par écrit;
- 2° que, dans le cas d'abandon partiel, la superficie résiduelle soit comprise dans un seul périmètre;
- 3° qu'il se soit conformé aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses textes d'application;
- 4° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

SECTION IX

PERMIS DE LEVÉ GÉOPHYSIQUE

151. Celui qui effectue un levé géophysique pour déterminer si les conditions géologiques sont propices à la recherche de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou d'un réservoir souterrain doit, pour chaque levé, être titulaire d'un permis de levé géophysique délivré par le ministre.

On entend par «levé géophysique» toute méthode de recherche de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou de réservoir souterrain par des mesures indirectes des propriétés physiques du sous-sol effectuées au-dessus ou sur la surface du sol, notamment un levé de sismique-réflexion, de sismique-réfraction, de gravimétrie, de magnétisme, de résistivité ou de géochimie ainsi que toute autre méthode employée pour déterminer indirectement toute caractéristique du sous-sol.

152. Le permis est délivré, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions fixées par règlement.

Il est incessible.

153. Le titulaire du permis doit en respecter les conditions d'exercice fixées par règlement.

Il doit, dans les six mois qui suivent le levé géophysique, transmettre au ministre un rapport fait conformément au règlement et accompagné des documents qui y sont indiqués.

SECTION X

PERMIS DE FORAGE DE PUITES, PERMIS DE COMPLÉTION DE PUITES ET PERMIS DE MODIFICATION DE PUITES

154. Celui qui fore un puits pour rechercher ou exploiter du pétrole, du gaz naturel, de la saumure ou un réservoir souterrain doit, pour chaque forage, être titulaire d'un permis de forage de puits délivré par le ministre.

Celui qui complète ou modifie un tel puits doit, pour chaque complétion ou modification, être titulaire, selon le cas, d'un permis de complétion de puits ou de modification de puits délivré par le ministre.

155. Le permis est délivré à toute personne qui satisfait aux conditions fixées par règlement.

Il est incessible.

156. Le titulaire du permis doit en respecter les conditions d'exercice fixées par règlement.

Dans les six mois qui suivent la fin du forage d'un puits, il transmet au ministre un rapport fait conformément au règlement et accompagné des documents qui y sont indiqués.

157. Il doit, lors d'un arrêt temporaire ou définitif du forage, abandonner le puits conformément aux dispositions de l'article 158 ou le compléter.

158. Il peut à tout moment abandonner un puits, pourvu :

- 1° qu'il en avise au préalable le ministre par écrit;
- 2° qu'il ait satisfait aux conditions de fermeture d'un puits fixées par règlement;
- 3° qu'il se soit conformé aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses textes d'application.

SECTION XI

PERMIS DE RECHERCHE DE PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL, PERMIS DE RECHERCHE DE SAUMURE ET PERMIS DE RECHERCHE DE RÉSERVOIR SOUTERRAIN

159. Celui qui recherche soit du pétrole ou du gaz naturel, soit de la saumure, soit un réservoir souterrain doit être titulaire, selon le cas, d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, d'un permis de recherche de saumure ou d'un permis de recherche de réservoir souterrain délivré par le ministre.

160. Le permis est délivré, pour un territoire donné, à toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte les droits annuels fixés par règlement.

Ces droits sont réduits au tiers dans le cas où le demandeur est également titulaire, pour le même territoire, d'un autre permis délivré en application des dispositions de la présente section et pour lequel il n'y a jamais eu réduction de droits.

Toutefois, le ministre refuse:

1° le permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou le permis de recherche de saumure lorsque le territoire visé fait l'objet d'un appel d'offres pour accorder, en application de l'article 275, l'un ou l'autre des droits miniers relatifs au pétrole, au gaz naturel ou à la saumure;

2° le permis de recherche de réservoir souterrain lorsque le territoire visé fait l'objet d'un appel d'offres pour accorder, en application de l'article 275, un tel droit.

Il refuse également, sauf consentement du tiers:

1° le permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou le permis de saumure lorsque le territoire visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, de l'un ou l'autre de ces permis, d'un bail d'exploitation de l'une ou l'autre de ces substances ou d'une demande en vue de la conclusion d'un tel bail;

2° le permis de recherche de réservoir souterrain lorsque le territoire visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un tel permis.

161. Le territoire qui fait l'objet d'un permis doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas excéder 25 000 hectares.

162. La période de validité d'un permis est de cinq ans.

Le ministre le renouvelle pour une période d'un an, au plus cinq fois, pour tout ou partie du territoire qui en fait l'objet, pourvu que le titulaire:

1° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

2° ait acquitté les droits fixés par règlement;

3° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Ces droits sont réduits au tiers dans le cas où celui qui demande le renouvellement d'un permis est également titulaire, pour le même territoire, d'un autre permis délivré en application des dispositions de la présente section et pour lequel il n'y a jamais eu de réduction de droits.

163. Le titulaire de permis a droit d'accès, conformément à la loi, au territoire qui en fait l'objet et peut y faire tout travail d'exploration.

Toutefois, sur les terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières, ce droit ne peut être exercé que suivant l'article 228.

164. Est exclu du permis de recherche tout réservoir souterrain qui fait l'objet d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain, d'une demande en vue de la conclusion d'un tel bail ou d'un appel d'offres visé à l'article 275.

165. Le titulaire de permis doit verser, à l'avance, les droits annuels et respecter les conditions d'exercice du permis fixés par règlement.

166. Il peut avec l'autorisation du ministre effectuer, dans un territoire voisin de celui qui fait l'objet de son permis, des travaux de recherche de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou de réservoir souterrain, selon le cas, pourvu que les recherches projetées soient nécessaires à une meilleure connaissance du territoire qui fait l'objet de son permis.

167. Le titulaire de permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou de permis de recherche de saumure ne peut extraire du pétrole, du gaz naturel ou de la saumure ou en disposer que pour la période d'essai et selon les conditions fixées par règlement.

168. Le titulaire de permis de recherche de réservoir souterrain ne peut utiliser un réservoir souterrain que pour la période d'essai et selon les conditions fixées par règlement.

169. Le titulaire de permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, de permis de recherche de saumure et de permis de recherche de réservoir souterrain doivent aviser par écrit le ministre dès qu'ils font la découverte d'un gisement de pétrole, de gaz naturel ou de saumure dans le territoire qui fait l'objet de leur permis et lui en indiquer de façon détaillée la nature et l'emplacement.

Dans les trois mois de cette découverte, ils doivent, sur demande du ministre, lui transmettre une évaluation économique du gisement.

Le titulaire de permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, de permis de recherche de saumure et de permis de recherche de réservoir souterrain doivent, dans les six mois de la production d'une évaluation confirmant la présence d'un gisement de pétrole ou de gaz naturel économiquement exploitable, transmettre au ministre une demande de bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel. Le titulaire d'un permis de recherche de saumure doit, dans les mêmes conditions pour un gisement de saumure, transmettre au ministre une demande de bail d'exploitation de saumure.

170. Sous réserve des articles 171 et 173 à 176, le titulaire de permis effectue chaque année, dans le territoire qui fait l'objet de son droit, des travaux d'exploration dont la nature et le coût minimum sont déterminés par règlement.

Ces travaux sont réduits au tiers dans le cas où le titulaire du permis est également titulaire, pour le même territoire, d'un autre permis délivré en application des dispositions de la présente section et pour lequel il n'y a jamais eu réduction de travaux.

Il en fait rapport au ministre dans les six mois de la fin de l'année au cours de laquelle les travaux d'exploration ont été effectués; ce rapport doit être fait conformément au règlement et être accompagné des documents qui y sont indiqués.

171. Le ministre peut dispenser de tout ou partie des travaux d'exploration le titulaire de permis qui ne les a pas effectués dans le délai prescrit, pourvu:

1° qu'il l'informe par écrit des raisons pour lesquelles il ne les a pas effectués, avant la fin de l'année au cours de laquelle il devait les effectuer;

2° qu'il verse une somme égale au coût minimum des travaux d'exploration qu'il aurait dû effectuer ou, le cas échéant, à la différence entre le coût minimum et celui des travaux qu'il a effectués et dont il a fait rapport.

Il peut aussi autoriser le titulaire de permis à effectuer tout ou partie de ces travaux pendant l'année suivante, en plus de ceux de cette dernière année, pourvu qu'il l'informe par écrit des raisons pour lesquelles il n'a pu les effectuer et qu'il lui donne une garantie couvrant le coût des travaux qui restent à faire pour les deux années. Cette garantie lui est rendue sur acceptation par le ministre du rapport de ces travaux.

172. Le ministre refuse tout ou partie des travaux d'exploration déclarés, lorsque les documents transmis :

- 1° sont incomplets ou non conformes au règlement;
- 2° ne justifient pas les montants déclarés ou le coût réel des travaux;
- 3° ne démontrent pas que les montants déclarés ont été déboursés uniquement pour l'exécution des travaux d'exploration;
- 4° ont été falsifiés ou contiennent de faux renseignements;
- 5° déclarent des travaux qui l'ont déjà été par le titulaire de permis ou par un tiers et qui ont été acceptés dans un autre rapport.

Une décision de refus des travaux suspend la période de validité du permis jusqu'à ce que cette décision soit exécutoire.

173. Le titulaire de plusieurs permis de recherche de pétrole et de gaz naturel peut grouper tous les territoires qui font l'objet de ces permis et, dans son rapport, appliquer les travaux d'exploration effectués à ces territoires dans la proportion qu'il détermine, pourvu :

- 1° qu'il en avise par écrit le ministre;
- 2° que ces territoires soient contigus ou compris en partie à l'intérieur d'un cercle de 40 kilomètres de rayon;
- 3° que leur superficie totale n'excède pas 75 000 hectares.

Les mêmes règles s'appliquent au titulaire de plusieurs permis de recherche de saumure ou de plusieurs permis de recherche de réservoir souterrain.

174. L'excédent des sommes dépensées pour des travaux d'exploration sur le coût minimum fixé par le règlement est applicable aux années suivantes de la période de validité du permis, à la condition que le titulaire fournisse au ministre, dans les six mois qui suivent l'année de réalisation des travaux, un état détaillé des sommes dépensées, certifié par un comptable agréé.

Il est également applicable, pour la moitié de sa valeur, à chaque période de renouvellement du permis.

175. L'excédent des sommes dépensées pour des travaux d'exploration antérieurs à l'abandon d'une partie du territoire qui fait l'objet d'un permis est réduit proportionnellement à la superficie abandonnée et est applicable à la superficie résiduelle.

176. Le titulaire de permis peut, dans son rapport, appliquer les travaux d'exploration effectués en application de l'article 166 en dehors du territoire qui fait l'objet du permis.

177. Il peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur tout ou partie du territoire qui en fait l'objet, pourvu :

- 1° qu'il en fasse la demande par écrit;
- 2° que, dans le cas d'abandon partiel, la superficie résiduelle soit comprise dans un seul périmètre;
- 3° qu'il ait satisfait, le cas échéant, aux conditions d'abandon du puits visées à l'article 158, à moins que le ministre n'en décide autrement;
- 4° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

L'abandon partiel ne réduit pas les travaux d'exploration que le titulaire de permis doit effectuer pour l'année en cours.

SECTION XII

BAIL D'UTILISATION DE GAZ NATUREL

178. Celui qui utilise le gaz naturel qu'il a découvert dans son terrain doit avoir préalablement conclu avec le ministre un bail d'utilisation de gaz naturel.

179. Le ministre conclut un bail, pour un puits donné, avec toute personne qui satisfait aux conditions et acquitte le loyer annuel prévus par règlement.

Toutefois, il refuse de conclure le bail lorsque le terrain où le gaz naturel a été découvert fait déjà l'objet, en faveur d'un tiers, d'un droit minier relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain.

180. Le bail ne peut être cédé qu'à un tiers acquéreur du terrain.

181. La durée du bail est de vingt ans.

Le ministre le renouvelle pour une période de dix ans, au plus trois fois, pourvu :

1° qu'il ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement;

2° qu'il ait acquitté le loyer annuel fixé par règlement;

3° qu'il ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le ministre peut autoriser, aux conditions, pour le loyer et pour la période qu'il détermine, la prolongation du bail après le troisième renouvellement lorsque le locataire lui démontre que le gisement n'est pas encore épuisé.

182. Le titulaire de bail ne peut utiliser le gaz naturel que pour les besoins énergétiques de sa résidence.

183. Le ministre peut annuler un bail d'utilisation de gaz naturel lorsqu'il conclut un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel, un bail d'exploitation de saumure ou un bail d'exploitation de réservoir souterrain qui affecte le terrain qui renferme le puits qui en fait l'objet.

Le titulaire du bail verse à la personne dont le bail d'utilisation de gaz naturel a été annulé une indemnité calculée en fonction des investissements effectués pour la production du gaz naturel et un montant forfaitaire calculé selon les règles déterminées par règlement.

184. Le titulaire de bail doit verser à l'avance le loyer annuel et respecter les conditions d'exercice du bail fixées par règlement.

185. Il peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit, pourvu :

1° qu'il en fasse la demande par écrit;

2° qu'il ait satisfait, le cas échéant, aux conditions d'abandon du puits visées à l'article 158;

3° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

SECTION XIII

BAIL D'EXPLOITATION DE PÉTROLE ET DE GAZ NATUREL, BAIL D'EXPLOITATION
DE SAUMURE ET BAIL D'EXPLOITATION DE RÉSERVOIR SOUTERRAIN

186. Celui qui exploite soit du pétrole ou du gaz naturel, soit de la saumure, soit un réservoir souterrain doit avoir préalablement conclu avec le ministre, selon le cas, un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel, un bail d'exploitation de saumure ou un bail d'exploitation de réservoir souterrain.

187. Le ministre conclut un bail, pour un terrain ou un réservoir souterrain donné, avec toute personne qui démontre la présence, selon le cas, d'un gisement ou d'un réservoir souterrain économiquement exploitable, satisfait aux conditions et acquitte le loyer annuel fixé conformément à l'article 195.

Toutefois, il refuse de conclure :

1° le bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou le bail d'exploitation de saumure lorsque le terrain visé fait l'objet d'un appel d'offres pour accorder, en application de l'article 275, l'un ou l'autre des droits miniers relatif au pétrole, au gaz naturel ou à la saumure ;

2° le bail d'exploitation de réservoir souterrain lorsque le réservoir souterrain visé fait l'objet d'un appel d'offres pour accorder, en application de l'article 275, un tel droit.

Il refuse également de conclure, sauf consentement du tiers :

1° le bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou le bail d'exploitation de saumure lorsque le territoire visé fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un permis de recherche de l'une ou l'autre de ces substances, de l'un ou l'autre de ces baux et d'une demande en vue de la conclusion de l'un ou l'autre de ces baux ;

2° le bail d'exploitation de réservoir souterrain lorsque le réservoir souterrain fait l'objet, en faveur d'un tiers, d'un tel bail ou d'une demande en vue de la conclusion d'un tel bail.

188. Le terrain qui fait l'objet d'un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou d'un bail d'exploitation de saumure doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre et sa superficie ne doit pas être inférieure à 200 hectares ni supérieure à 2 000 hectares.

Toutefois, le ministre peut conclure un bail pour un terrain d'une superficie inférieure à 200 hectares si la superficie présumée du gisement y est comprise.

189. Le terrain qui renferme un réservoir souterrain faisant l'objet d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain doit être compris à l'intérieur d'un seul périmètre déterminé par la projection verticale, sur le sol, du périmètre du réservoir souterrain et du périmètre de protection prévu au règlement. Sa superficie ne doit pas être inférieure à 200 hectares ni supérieure à 2 000 hectares.

Toutefois, le ministre peut conclure un bail pour un terrain d'une superficie inférieure à 200 hectares si la superficie présumée du réservoir souterrain et du périmètre de protection y est comprise.

190. La dimension d'un réservoir souterrain s'établit en suivant le principe qu'il est limité à son sommet et à sa base par des unités géologiques imperméables.

191. La superficie du territoire qui fait l'objet d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou d'un permis de recherche de saumure est, le cas échéant, réduite de la superficie du terrain qui fait l'objet du bail.

Les travaux d'exploration à effectuer dans l'année sur ce territoire sont réduits, le cas échéant, en proportion de la superficie du terrain qui fait l'objet du bail.

192. La durée du bail est de vingt ans.

Le ministre le renouvelle pour une période de dix ans, au plus trois fois, pourvu que le titulaire :

1° ait satisfait aux conditions de renouvellement fixées par règlement ;

2° ait acquitté le loyer annuel fixé par règlement ;

3° ait respecté les dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application au cours de la période de validité qui se termine.

Toutefois, le ministre peut autoriser aux conditions, pour le loyer et pour la période qu'il détermine, la prolongation du bail après le troisième renouvellement, lorsque le gisement ou le réservoir souterrain, selon le cas, est encore économiquement exploitable.

193. Le locataire a droit d'accès, conformément à la loi, au terrain ou au réservoir souterrain qui fait l'objet du bail et peut y faire tout travail d'exploitation.

Toutefois, sur les terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières, il ne peut exercer ces droits que suivant l'article 228.

194. Est exclu du bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel et du bail d'exploitation de saumure, tout réservoir souterrain qui fait l'objet d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain, d'une demande en vue de la conclusion d'un tel bail ou d'un appel d'offres visé à l'article 275.

195. Le titulaire de bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel et le titulaire de bail d'exploitation de saumure doivent verser à l'avance le loyer annuel fixé par règlement.

Le titulaire de bail d'exploitation de réservoir souterrain doit verser à l'avance le loyer annuel fixé par le ministre selon les critères déterminés par règlement.

Ils doivent respecter les conditions d'exercice du bail fixées par règlement.

Ils doivent, dans le délai indiqué dans le bail par le ministre, entreprendre, selon le cas, l'exploitation du gisement ou du réservoir souterrain.

196. Ils ne peuvent entreprendre un projet pilote ou expérimental d'exploitation ou une récupération assistée d'un gisement sans avoir obtenu au préalable l'autorisation du ministre.

Le titulaire de bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou de bail d'exploitation de saumure ne peut suspendre la production pendant plus de trente jours, sauf pour des raisons jugées valables par le ministre.

197. Le titulaire d'un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel et le titulaire d'un bail d'exploitation de saumure transmettent au ministre, dans les vingt-cinq premiers jours de chaque mois, un rapport qui indique, conformément au règlement, la quantité et la valeur au puits du pétrole, du gaz naturel ou de la saumure extrait au cours du mois civil précédent ainsi que les autres renseignements déterminés par règlement.

Il verse en même temps au ministre la redevance fixée par règlement à au moins 5 p. 100 et au plus 17 p. 100 de la valeur au puits, du pétrole, du gaz naturel ou de la saumure extrait.

Aucune redevance n'est exigible sur le pétrole, le gaz naturel ou la saumure utilisés sur place par le locataire à des fins de forage ou de production ou sur le gaz naturel brûlé à l'air libre.

198. Le titulaire d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain transmet au ministre, dans les vingt-cinq premiers jours de chaque mois, un rapport qui indique la nature et la quantité de substances ou de produits déposés ou retirés au cours du mois civil précédent.

199. Le locataire peut, avec l'autorisation du ministre, abandonner son droit sur un réservoir souterrain ou sur tout ou partie du terrain qui fait l'objet du bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou du bail d'exploitation de saumure, pourvu :

- 1° qu'il en fasse la demande par écrit;
- 2° que, dans le cas d'abandon partiel, la superficie résiduelle du terrain soit comprise dans un seul périmètre et qu'elle couvre, sauf autorisation du ministre, au moins 200 hectares;
- 3° qu'il ait satisfait, le cas échéant, aux conditions d'abandon de puits visées à l'article 158, à moins que le ministre n'en décide autrement;
- 4° qu'il se soit conformé aux exigences de la Loi sur la qualité de l'environnement et de ses textes d'application;
- 5° qu'il ait respecté les autres dispositions de la présente loi et de ses règlements d'application.

SECTION XIV

DISPOSITIONS DIVERSES APPLICABLES AU TITULAIRE D'UN DROIT MINIER

200. Les avis de jalonnement, avis de désignation sur carte ou demandes de permis ou de bail sont réputés reçus le jour de leur expédition lorsqu'ils sont notifiés par courrier recommandé ou certifié et le jour de leur réception dans les autres cas.

Ils sont admis selon l'ordre de leur réception, sauf dans le cas de l'avis de jalonnement.

Les avis de désignation sur carte et les demandes de permis ou de bail qui concernent un même terrain et sont reçus le même jour sont admis selon l'ordre établi par tirage au sort. Toutefois, dans le cas d'une demande de permis ou de bail relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain, l'ordre d'admission est établi par tirage au sort ou par appel d'offres, selon ce que décide le ministre.

Les rapports et les demandes de dispense relatifs aux travaux exigés par la présente loi, ainsi que les demandes de renouvellement de droit minier, sont réputés transmis le jour de leur réception.

201. Le terrain qui fait l'objet d'un droit minier est limité sur le sol par son périmètre et en profondeur par la projection verticale du périmètre.

202. Le titulaire du droit minier assume relativement au terrain qui fait l'objet de son droit, les frais d'arpentage, de bornage, de délimitation et de relevés topographiques par photographies aériennes ou autrement.

Les documents, rapports et procès-verbaux relatifs à ces travaux sont transmis au ministre avec diligence après la réalisation des travaux.

203. L'arpentage prescrit par le ministre ou par les règlements pour établir les limites et la description officielle d'un terrain qui fait l'objet d'un droit minier est effectué par un arpenteur-géomètre.

Celui-ci respecte les normes relatives à l'arpentage prescrites par règlement et se conforme en outre aux instructions du ministre.

204. Le ministre ou le titulaire de droit minier autorisé par le ministre peut, lorsqu'une personne est illégalement en possession d'un terrain faisant l'objet d'un droit minier sur les terres du domaine public et qu'elle refuse d'en abandonner la possession, demander à un juge de la Cour supérieure un ordre dans la forme d'un bref de possession.

Dans ce cas, l'article 48 de la Loi sur les terres et forêts s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires.

205. Le titulaire de droit minier ne peut réclamer aucune indemnité à un autre titulaire de droit minier :

1° pour le dépôt des résidus miniers sur le terrain qui fait l'objet de son droit en application du paragraphe 2° de l'article 229, de l'article 232 ou 234 ;

2° pour le dépôt de sable, d'argile, de pierres ou d'autres matières résultant du drainage ou du détournement d'un cours d'eau effectué en application de l'article 230 ou du paragraphe 4° de l'article 231.

206. Il peut, sur le terrain qui fait l'objet de son droit, couper du bois qui fait partie du domaine public, suivant les règles prévues par la Loi sur les terres et forêts et par ses règlements d'application, pour la construction de bâtiments ou pour toute autre opération nécessaire à ses activités minières.

207. Au décès d'un titulaire de droit minier, le ministre peut, sur demande des ayants droit reçue avant la date d'expiration du droit minier, prolonger d'une année la période de validité de ce droit et suspendre pendant ce temps l'exécution des obligations auxquelles il est subordonné.

208. Les cartes, rapports et autres documents donnant les résultats des travaux d'exploration, de levé géophysique ou de forage effectués en application du présent chapitre deviennent accessibles à toute personne dès leur acceptation par le ministre.

Malgré l'article 1, l'article 9 et la section II du chapitre II de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., chapitre A-2.1), les cartes, rapports et autres documents visés à l'article 113 ou exigés pour un droit minier relatif au pétrole et au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain ne deviennent accessibles à toute personne qu'à l'abandon, à la révocation ou à l'expiration de la concession minière, du permis ou du bail pour lequel ils ont été effectués.

209. Le titulaire de claim, de permis d'exploration minière ou de permis de recherche de substances minérales de surface doit, dans les trente jours de l'abandon, de la révocation ou de l'expiration de son droit, enlever du terrain qui en faisait l'objet tous ses biens meubles et immeubles.

Sous réserve du premier alinéa de l'article 117, le titulaire d'un bail minier ou d'une concession minière doit, dans l'année qui suit l'abandon, la révocation ou l'expiration de son droit, enlever du terrain qui en faisait l'objet tous ses biens meubles et immeubles et tout minerai extrait. Le ministre peut, sur demande écrite, prolonger ce délai aux conditions qu'il détermine.

Le délai expiré, ces biens et le minerai laissés sur les terres du domaine public font de plein droit partie du domaine public ou peuvent être enlevés par le ministre aux frais du titulaire du droit minier.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTE
PERSONNE QUI EFFECTUE UNE ACTIVITÉ MINIÈRE

SECTION I

CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

210. Le présent chapitre s'applique aux substances minérales et aux réservoirs souterrains visés à l'article 16 ainsi qu'aux substances minérales qui ne font pas partie du domaine public.

211. Dans le présent chapitre on entend par :

« exploitant » toute personne qui, à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupante d'une mine ou d'un réservoir souterrain, effectue, fait effectuer, dirige ou fait diriger des travaux d'exploitation minière;

« mine » toute ouverture ou excavation faite dans le but de rechercher ou d'exploiter des substances minérales ou un réservoir souterrain, y compris les travaux, machines, usines, bâtiments et fourneaux au-dessus ou au-dessous du sol qui font partie d'une exploitation minière.

SECTION II

AVIS, RAPPORTS, PLANS,
REGISTRES ET AUTRES DOCUMENTS

212. Le titulaire de droit minier ou, le cas échéant, l'exploitant est tenu, dans les quinze jours, d'aviser par écrit le ministre de tout remplacement d'exploitant ainsi que de tout changement de sa dénomination sociale ou de son adresse.

213. L'exploitant transmet, à la demande du ministre, tout plan ou document nécessaire à une meilleure connaissance des gisements et de leur exploitation, tout rapport des travaux d'exploration effectués durant l'année, ainsi que les résultats de ces travaux.

214. L'exploitant, celui qui prospecte, recherche, extrait ou transforme des substances minérales et l'entrepreneur qui fait de l'exploitation minière transmettent au ministre, avant le 1^{er} octobre de chaque année, un rapport préliminaire pour l'année courante et prévisionnel pour l'année suivante mentionnant :

1° les dépenses faites ou prévues pour la prospection ou la recherche;

2° les sommes consacrées ou à consacrer aux immobilisations et réparations.

L'exploitant ou celui qui transforme des substances minérales et l'entrepreneur indiquent en outre dans le rapport la quantité et la valeur de la production.

215. L'exploitant, celui qui prospecte, recherche, extrait ou transforme des substances minérales transmettent au ministre, au cours du mois de janvier de chaque année, un rapport des activités de l'année précédente mentionnant :

1° la nature des travaux et les sommes dépensées pour la prospection ou la recherche;

2° les sommes consacrées aux immobilisations et aux réparations;

3° l'état actuel des réserves de minerai;

4° la quantité et la valeur de leur production;

5° le nombre d'employés;

6° les dépenses entraînées par les activités minières;

7° tout autre renseignement que le ministre peut demander.

À la demande du ministre, il transmet ce rapport à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

Toute entreprise qui fournit des services miniers transmet au ministre, à sa demande, le rapport visé au premier alinéa.

Dans le cas de faillite ou de liquidation d'une entreprise, le syndic ou le liquidateur fournit ce rapport au ministre, à sa demande.

216. Le titulaire de droit minier qui effectue des travaux souterrains d'exploration et l'exploitant transmettent au ministre, avant le début des opérations minières ou leur reprise après une interruption de six mois ou plus, un avis écrit conforme aux normes établies par règlement.

217. Ils tiennent à jour, conformément au règlement, les plans et registres relatifs à ces travaux qui y sont prescrits.

Le titulaire de droit minier qui effectue tout autre travail d'exploration tient à jour, conformément au règlement, un registre des excavations et sondages.

218. L'exploitant transmet au ministre, pour le 1^{er} février de chaque année, les plans déterminés par règlement.

219. En cas de suspension des travaux dans la mine pendant au moins six mois, le titulaire de droit minier qui effectue des travaux souterrains d'exploration et l'exploitant transmettent au ministre, dans les quatre mois du début de la suspension, une copie certifiée par un ingénieur ou un géologue qualifié des plans des ouvrages souterrains, des minières, des installations sur le sol et des dépôts de résidus miniers existant à la date de la cessation des travaux.

Ils transmettent également les plans, le registre et le rapport prescrits par règlement.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « géologue qualifié » la personne qui détient un diplôme de premier cycle d'une université reconnue, obtenu après un cours spécialisé dans les sciences géologiques.

220. Toute personne qui découvre du gaz naturel dans son terrain doit, avec diligence, en aviser le ministre par écrit.

221. Malgré le chapitre II de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les rapports, plans et registres fournis au ministre en vertu des articles 213, 214, 215, 218, 219 et du paragraphe 1^o de l'article 227 sont considérés comme des renseignements confidentiels réservés à l'usage exclusif des fonctionnaires du ministère.

Toutefois, ces rapports, plans et registres peuvent être consultés avec le consentement écrit du propriétaire des substances minérales ou du titulaire de droit minier ou lorsque la Couronne reprend possession des droits miniers.

222. Les avis, décisions et documents transmis par le registraire ou le ministre sont réputés valablement notifiés s'ils ont été transmis par courrier recommandé ou certifié à l'intéressé, à sa dernière adresse.

SECTION III

MESURES DE PROTECTION

223. Le ministre peut, lorsqu'une émanation de gaz naturel représente un risque pour la santé ou la sécurité des personnes ou pour la sécurité des biens, enjoindre au responsable de cette émanation d'exécuter les travaux nécessaires pour remédier à cette situation ou,

s'il n'y a pas d'autre solution, de procéder à l'obturation de la source d'émanation.

À défaut par le responsable de se conformer aux prescriptions du ministre dans le délai qui lui est imparti, le ministre peut faire exécuter les travaux ou faire obturer la source d'émanation aux frais du responsable.

224. Le ministre peut, lorsqu'il y a cessation temporaire ou définitive des activités minières enjoindre au titulaire d'un droit minier ou à l'exploitant, de prendre les mesures de protection nécessaires pour prévenir tout dommage pouvant résulter de cette cessation.

À défaut par le titulaire ou l'exploitant de se conformer aux prescriptions du ministre dans le délai qui lui est imparti, le ministre peut faire exécuter les travaux à ses frais.

225. Le titulaire de droit minier ou l'exploitant qui a cessé temporairement ou définitivement ses activités minières doit se conformer aux mesures de sécurité prescrites par règlement.

À défaut, le ministre peut les faire exécuter à leurs frais.

Le premier alinéa ne s'applique pas dans le cas d'une grève, d'un lock-out, de cessation de l'exploration ou de l'exploitation souterraine d'une mine pour une période inférieure à six mois, ou pour une période plus longue lorsque la mine est sous la surveillance d'un gardien qui effectue une inspection hebdomadaire des ouvrages souterrains.

226. Sauf autorisation écrite du propriétaire de la mine, nul ne peut déplacer, déranger ou endommager une installation érigée en application de la présente section.

SECTION IV

RÉCUPÉRATION OPTIMALE DES SUBSTANCES MINÉRALES

227. En vue de s'assurer que tout exploitant récupère la substance minérale économiquement exploitable qui fait l'objet de son activité en se conformant aux règles de l'art, le ministre peut:

1° exiger qu'il lui transmette un rapport justifiant la technique d'exploitation utilisée;

2° effectuer une étude pour évaluer cette technique;

3° l'obliger à prendre, dans un délai qu'il détermine, les mesures nécessaires pour remédier à toute situation qui aurait pour effet de compromettre la récupération optimale de cette substance minérale.

À défaut par l'exploitant de se conformer aux exigences du ministre, ce dernier peut ordonner la suspension des activités pour la période qu'il détermine.

SECTION V

EXPROPRIATION ET INDEMNISATION

228. Sur les terres concédées ou aliénées par la Couronne à des fins autres que minières, sauf les cimetières au sens de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains ou établis conformément à la Loi sur les cimetières non catholiques, le titulaire de droit minier ou le propriétaire de substances minérales peut acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tout bien nécessaire à l'accès au terrain ou à l'exécution de ses travaux d'exploration ou d'exploitation.

Sur les terres louées par la Couronne à des fins autres que minières ou sur celles qui font l'objet d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, il ne peut exercer son droit de faire des travaux d'exploration ou d'exploitation qu'avec le consentement du locataire ou sur paiement d'une indemnité à ce dernier.

229. Le titulaire de droit minier ou le propriétaire de substances minérales qui exploite une mine sur une terre concédée ou aliénée par la Couronne à des fins autres que minières peut, sur tout autre terrain que celui qui fait l'objet du droit minier ou qui est un cimetière au sens de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains ou qui est établi comme cimetière conformément à la Loi sur les cimetières non catholiques, acquérir à l'amiable ou par expropriation :

1° une servitude de passage pour construire ou entretenir des chemins, transporteurs aériens, chemins de fer, pipelines, lignes de transport d'énergie électrique nécessaires à ses activités minières et les conduits servant à amener l'eau requise pour l'exploitation de la mine ;

2° un terrain destiné à recevoir les résidus miniers.

SECTION VI

COURS D'EAU ET DRAINAGE

230. Le titulaire de droit minier ou le propriétaire de substances minérales peut, pour ses activités minières et conformément à la loi,

drainer l'eau et enlever les boues couvrant un terrain submergé par un marécage, un lac ou un cours d'eau.

231. L'exploitant peut, aux fins d'exploitation minière et conformément à la loi :

- 1° aménager un cours d'eau pour le rendre navigable ;
- 2° construire un canal reliant des cours d'eau pour aménager une voie de transport nécessaire à l'exploitation ;
- 3° prendre de l'eau à toute source d'approvisionnement en respectant les droits de toute autre personne sur cette source ;
- 4° détourner l'eau d'un cours d'eau afin d'exploiter des placers contenant des minéraux.

SECTION VII

EMPLACEMENTS POUR INFRASTRUCTURES MINIÈRES

232. Le titulaire de droit minier ou le propriétaire de substances minérales peut, conformément à la Loi sur les terres et forêts, se faire céder ou louer des terres du domaine public pour l'établissement soit d'un parc destiné à recevoir les résidus miniers, soit d'un emplacement destiné à recevoir des usines, ateliers ou installations nécessaires à des activités minières.

233. Celui qui entreprend l'exploitation d'un atelier de préparation de substances minérales, d'une usine de concentration, d'une affinerie ou d'une fonderie doit préalablement en avoir fait approuver l'emplacement par le gouvernement.

234. Celui qui dirige une usine de concentration, une affinerie ou une fonderie doit, avant de commencer ses activités, avoir fait approuver par le ministre l'emplacement destiné à recevoir les résidus miniers.

Il doit, à cette fin, transmettre au ministre les documents prescrits par règlement.

SECTION VIII

CHEMINS MINIERS

235. Pour faciliter l'exercice de droits miniers, le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, construire, modifier ou entretenir tout chemin minier. Il peut faire exécuter ces

travaux ou en faire supporter en partie les frais par les propriétaires de substances minérales ou les titulaires de droits miniers à l'avantage desquels ils sont effectués.

Sur les terres du domaine public, il les effectue sans verser d'indemnité notamment au titulaire de droit minier. Sur les terres du domaine privé, il ne les effectue qu'après avoir acquis, à l'amiable ou par expropriation, les biens nécessaires à la réalisation des ouvrages projetés.

236. Est considéré comme chemin minier tout chemin, pont ou autre ouvrage à compter de son tracé sur le terrain jusqu'à sa fermeture.

237. Le ministre des Transports transmet au ministre de l'Énergie et des Ressources le plan des chemins miniers qu'il projette d'ouvrir sur les terres du domaine public et, le cas échéant, en donne avis à tout titulaire de droit relatif aux forêts délivré en vertu de la Loi sur les terres et forêts.

238. Le ministre des Transports peut, sans être tenu de verser d'indemnité notamment au titulaire de droit minier, enlever dans le voisinage de l'emprise d'un chemin minier le bois, la terre, la pierre, le gravier, le sable et l'argile nécessaire à sa construction, à sa modification ou à son entretien et abattre tous les arbres sur une distance de 10 mètres de part et d'autre de l'emprise.

Sur les terres du domaine privé, il ne peut procéder à l'enlèvement de ces matières qu'après l'acquisition à l'amiable ou l'expropriation soit du terrain qui les contient soit d'une servitude temporaire de passage sur tout terrain situé entre le chemin minier et un cours d'eau ou entre le chemin minier et l'endroit où il procède à l'enlèvement de ces matières.

Sur les terres du domaine public, il ne peut couper de bois sans l'autorisation du ministre de l'Énergie et des Ressources, aux conditions que celui-ci détermine.

239. Le ministre des Transports peut, sous certaines conditions, restreindre ou interdire l'accès à un chemin minier.

Il peut également soustraire un chemin minier aux dispositions relatives à la circulation ou à la sécurité contenues au Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1).

240. Le ministre des Transports peut, avec l'autorisation du gouvernement, fermer ou déplacer tout ou partie d'un chemin minier. Il peut transférer la propriété de tout ou partie du chemin fermé ou déplacé au propriétaire de la terre dont le chemin faisait partie.

241. Le ministre de l'Énergie et des Ressources exerce, relativement aux chemins miniers secondaires désignés comme tels par le gouvernement, les pouvoirs attribués au ministre des Transports par les dispositions de la présente section.

Toutefois, les plans et les normes de construction, de modification et d'entretien de ces chemins doivent être approuvés par le ministre des Transports.

242. Le gouvernement peut, par règlement, rendre applicable au chemin minier secondaire les dispositions relatives à la circulation ou à la sécurité contenues au Code de la sécurité routière.

243. Aucune poursuite en dommages-intérêts ne peut être intentée par l'usager d'un chemin minier secondaire pour des dommages causés par un défaut de construction, de modification ou d'entretien de ce chemin.

CHAPITRE V

INSPECTION

244. Toute personne autorisée généralement ou spécialement par le ministre à agir comme inspecteur peut :

1° avoir accès, à toute heure raisonnable, à un endroit où s'exerce une activité régie par la présente loi ou ses règlements d'application et en faire l'inspection ;

2° examiner et tirer copie des livres, registres, plans, comptes, dossiers et autres documents relatifs à cette activité ;

3° exiger tout renseignement ou tout document relatif aux activités régies par la présente loi et ses règlements d'application.

245. Il est interdit de nuire à un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, de le tromper par réticence ou fausse déclaration, de refuser de lui fournir un renseignement ou un document qu'il a le droit d'exiger ou d'examiner en vertu de l'article 244, de cacher ou détruire un document ou un bien utile à une inspection.

246. Sur demande, l'inspecteur s'identifie et exhibe le certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

247. L'inspecteur peut, en vue de protéger une substance minérale, ordonner la suspension de toute opération de forage, de complétion,

de modification ou d'abandon de puits effectuée pour la recherche ou l'exploitation de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou d'un réservoir souterrain, lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il y a infraction à la présente loi ou à ses règlements d'application.

L'inspecteur autorise la reprise de l'activité lorsqu'il estime que la situation a été corrigée.

248. L'inspecteur ne peut être poursuivi en justice pour des actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

CHAPITRE VI

ENQUÊTE

249. Le ministre ou toute personne qu'il désigne comme enquêteur peut faire enquête sur tout fait visé par la présente loi ou par ses règlements d'application.

250. Pour la conduite d'une enquête, le ministre et l'enquêteur sont investis des pouvoirs et de l'immunité des commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37).

Ils ont accès, à toute heure raisonnable, à tout endroit où s'exerce une activité régie par la présente loi et ses règlements d'application.

251. Sur demande, l'enquêteur s'identifie et exhibe le certificat signé par le ministre attestant sa qualité.

CHAPITRE VII

RÉVOCATION DE DROITS DE PROPRIÉTÉ PAR LE GOUVERNEMENT

252. À la demande d'une municipalité, le gouvernement peut, sur les terres du domaine public, révoquer les droits de propriété autres que les droits miniers compris dans une concession minière inexploitée depuis au moins dix ans, lorsqu'il estime que cette révocation est nécessaire au développement de la municipalité et qu'elle est d'intérêt public.

253. Le gouvernement peut révoquer les droits miniers dans les concessions minières visées à l'article 5 ou dans les terres concédées visées au même article, lorsqu'aucune exploration ou exploitation minière n'y a été faite depuis dix ans, sauf si le concessionnaire ou le propriétaire lui prouve que le gisement qui en fait l'objet constitue une réserve nécessaire à la continuation d'une entreprise minière, pétrolière ou gazière qu'il exploite au Québec.

254. Le gouvernement avise le concessionnaire ou le propriétaire de son intention de révoquer les droits visés aux articles 252 ou 253, par courrier certifié ou recommandé envoyé à sa dernière adresse, sauf si elle est introuvable.

L'avis est publié dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et deux fois, à un intervalle de sept jours, dans un journal quotidien ou hebdomadaire publié à Montréal et dans les districts judiciaires où sont situés tout ou partie des terrains visés par la révocation.

255. La révocation ne peut être prononcée avant l'expiration d'un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la dernière publication de l'avis.

256. Un avis de la révocation est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Elle prend effet à la date de cette publication.

257. La révocation ne s'applique pas aux droits portant sur les substances visées à l'article 6.

258. La révocation des droits miniers dans une concession minière ne porte pas atteinte à tout autre droit de propriété cédé à un tiers avant le 24 mars 1937 ou cédé à partir de cette date avec l'autorisation ministérielle requise par la Loi sur les mines en vigueur.

L'absence d'autorisation ministérielle n'invalide pas les cessions de droits de propriété faites avant le 24 mars 1937.

259. Sauf le concessionnaire et le propriétaire dont les droits ont été révoqués, toute personne peut, dans les trente jours de la date à laquelle est devenue exécutoire la révocation des droits miniers effectuée en application de l'article 253, demander l'enregistrement d'un claim par avis de désignation sur carte, un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, un permis de recherche de saumure, un bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel ou un bail d'exploitation de saumure pour tout ou partie du terrain qui faisait l'objet de ces droits.

Par la suite, le claim peut être obtenu par jalonnement ou désignation sur carte selon le territoire où le terrain est situé.

260. Lorsqu'après que des droits miniers ont été révoqués, les substances minérales qui en faisaient l'objet sont exploitées, celui dont les droits ont été révoqués a droit, à titre d'indemnité, à une redevance de la part de l'exploitant, égale:

1° lorsqu'il s'agit de pétrole, de gaz naturel et des autres substances minérales qui leur sont associées, à 3 p. 100 de la valeur au puits de ces substances, payable dans les vingt-cinq premiers jours de chaque mois;

2° lorsqu'il s'agit de toutes autres substances, à 2 p. 100 de la valeur brute de la production annuelle de ces substances, payable aux dates fixées par l'article 46 de la Loi concernant les droits sur les mines.

261. Lorsqu'une telle redevance est payable, le ministre en donne avis en la manière prévue à l'article 254.

262. L'exploitant paie la redevance au ministre, qui la remet ensuite, aux périodes qu'il fixe, à celui auquel elle est due.

263. S'il y a litige quant au droit à la redevance ou à son montant, elle est confiée au ministre des Finances, à titre de dépôt judiciaire conformément à la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5), en attendant la décision du tribunal compétent.

264. Le droit à la redevance se prescrit par deux ans à compter de la dernière publication de l'avis qu'une redevance est payable.

À l'expiration de ce délai, si aucune réclamation n'a été faite, le ministre remet à l'exploitant les redevances perçues.

CHAPITRE VIII

SUSPENSION OU RÉVOCATION D'UN DROIT MINIER PAR LE MINISTRE

265. Le ministre peut suspendre ou révoquer tout droit minier lorsque le titulaire:

1° ne satisfait plus aux conditions prévues par règlement pour l'obtention ou le renouvellement du droit minier;

2° ne se conforme pas aux conditions, obligations ou restrictions qui s'appliquent à l'exercice du droit minier;

3° n'acquiesce pas à l'échéance les droits annuels, les redevances ou le loyer.

266. Le ministre peut, en outre, suspendre ou révoquer tout droit minier relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou au réservoir souterrain lorsque son titulaire fore, complète ou modifie un puits sans

le permis prévu à cette fin ou lorsqu'ayant obtenu un permis, il n'en respecte pas les conditions.

267. Le ministre peut, d'office ou à la requête d'un intéressé, révoquer :

1° un claim, lorsque le terrain qui en fait l'objet n'a pas été jalonné alors que la présente loi l'exigeait ;

2° un claim, avant la fin de la première année qui suit la date de son enregistrement, lorsque les règles de jalonnement prévues au règlement n'ont pas été observées ;

3° un claim, lorsque les articles 39 et 40 n'ont pas été respectés, sauf si depuis au moins un an, ce droit est enregistré au registre visé à l'article 12 au nom d'un tiers acquéreur de bonne foi ;

4° un droit minier obtenu ou renouvelé par erreur.

268. Le ministre peut révoquer :

1° un claim, un permis d'exploration minière ou un permis de recherche de substances minérales de surface, dans les trois mois qui suivent son renouvellement, lorsqu'il refuse les travaux en vertu des articles 69, 91 ou 132 ;

2° un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, un permis de recherche de saumure ou un permis de recherche de réservoir souterrain, dans les sept mois qui suivent l'année au cours de laquelle les travaux ont été effectués, lorsqu'il les refuse en vertu de l'article 172 ;

3° un droit minier lorsque le titulaire l'a obtenu ou renouvelé par des moyens frauduleux sauf si, depuis au moins un an, ce droit est enregistré au registre visé à l'article 12 au nom d'un tiers acquéreur de bonne foi.

269. Le titulaire de droit minier qui effectue des travaux souterrains d'exploration, le titulaire de tout bail d'exploitation et le concessionnaire minier dont les droits ont été révoqués transmettent au ministre, sur sa demande, copie des plans, des registres et du rapport visés à l'article 219.

270. Le ministre, avant de suspendre ou de révoquer un droit minier, donne au titulaire un avis mentionnant les motifs de la suspension ou de la révocation et en transmet copie au registraire.

Le ministre ne peut rendre de décision avant un délai de quinze jours à dater de la réception de l'avis.

271. La requête en révocation d'un droit minier :

1° énonce clairement et brièvement les faits qui la motivent et est signée par le requérant;

2° est accompagnée des frais fixés par règlement, d'une déclaration sous serment attestant la vérité des faits allégués, ainsi que d'un croquis indiquant avec précision les irrégularités du jalonnement, le cas échéant;

3° est signifiée à l'intimée au moins dix jours francs avant sa présentation au ministre.

Toutefois dans le cas visé au deuxième alinéa de l'article 45, la signification prévue au paragraphe 3° est effectuée dans un délai raisonnable avant l'audition.

Copie de la requête est également transmise au registraire avant sa présentation au ministre.

272. La suspension ou la révocation d'un droit minier prend effet à la date à laquelle la décision devient exécutoire.

Une décision de révocation suspend la période de validité du droit minier jusqu'à ce que cette décision soit exécutoire.

273. La révocation d'une concession minière ne porte pas atteinte à tout autre droit de propriété cédé à un tiers avant le 24 mars 1937 ou cédé à partir de cette date avec l'autorisation ministérielle requise par la Loi sur les mines en vigueur.

L'absence d'autorisation ministérielle n'invalide pas les cessions de droits de propriété tréfoncière ou superficière faites avant le 24 mars 1937.

274. Sauf le titulaire du droit minier révoqué, toute personne peut, dans les trente jours de la date à laquelle est devenue exécutoire la révocation d'un permis d'exploration minière, d'un bail minier, d'une concession minière ou d'un droit minier relatif aux fonds marins ou aux substances minérales de surface, obtenir, conformément à la présente loi, un claim par avis de désignation sur carte, un permis d'exploration minière ou un droit minier relatif aux fonds marins ou aux substances minérales de surface pour tout ou partie du terrain qui faisait l'objet du droit minier révoqué.

Par la suite, le claim peut être obtenu par jalonnement ou désignation sur carte selon le territoire où le terrain est situé.

Dans le cas où l'intéressé se désiste de l'appel de la décision de révocation, ces délais commencent à courir le jour du dépôt d'un avis de désistement au greffe de la Cour provinciale.

275. Dans les trente jours à compter de la date à laquelle est devenue exécutoire la révocation d'un droit minier relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain, le ministre peut procéder à un appel d'offres pour accorder à nouveau l'un ou l'autre de ces droits, pour tout ou partie du terrain ou pour le réservoir souterrain qui faisait l'objet du droit minier révoqué. Le titulaire du droit minier révoqué ne peut présenter de soumission.

Dans le cas où l'intéressé se désiste de l'appel de la décision de révocation, ces délais commencent à courir le jour du dépôt d'un avis de désistement au greffe de la Cour provinciale.

CHAPITRE IX

RENOI ET APPEL

276. Le ministre soumet par renvoi à la Cour provinciale tout litige où la Couronne est partie autrement que mise en cause.

Les articles 282 à 285 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à toute affaire ainsi déferée.

Copie de la décision de la Cour provinciale est transmise au ministre.

277. Toute décision rendue en application des articles 49, 54, 59, 69, 91, 95, 114, 132, 172, 187, 223, 224, 227, 247, 265, 266, 267 ou 268 doit être écrite et motivée. Elle est transmise à l'intéressé dans les quinze jours par courrier recommandé ou certifié.

278. Toute partie peut interjeter appel devant la Cour provinciale de toute décision visée à l'article 277.

279. L'appel suspend l'exécution de la décision, à moins que le tribunal n'en décide autrement.

280. L'appel est interjeté par requête signifiée au ministre.

281. Cette requête est déposée au greffe de la Cour provinciale du district judiciaire où l'appelant a son domicile ou son principal établissement, dans les trente jours qui suivent la réception de la décision par l'appelant.

282. Dès la signification de la requête, le ministre transmet à la Cour provinciale le dossier relatif à la décision dont il y a appel.

283. L'appel est instruit et jugé d'urgence.

La décision de la Cour provinciale est sans appel.

284. La Cour provinciale peut, en procédant ainsi qu'il est prévu à l'article 47 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), adopter les règles de pratique jugées nécessaires à l'application de la présente section.

285. Seuls les juges de la Cour provinciale désignés par le juge en chef ou le juge en chef associé, chacun dans les limites de sa compétence territoriale, peuvent exercer la compétence prévue par les dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE X

ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

286. Le ministre peut, par arrêté:

1° réserver à la Couronne ou soustraire à la prospection, au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière tout terrain contenant des substances minérales qui font partie du domaine public et nécessaire à tout objet qu'il juge d'intérêt public, notamment l'exécution des travaux et ouvrages suivants:

- miniers d'inventaire et de recherche;
- installations minières, industrielles, portuaires, aéroportuaires ou de communications;
- conduites souterraines;
- aménagement et utilisation de forces hydrauliques, de réservoirs d'emmagasinage ou de réservoirs souterrains;
- création de parcs ou de réserves écologiques;

2° ordonner la construction et l'entretien de murs mitoyens ou de passages mitoyens entre des propriétés minières;

3° déclarer une galerie minière réservoir souterrain et lui rendre applicable la présente loi.

Lorsque le terrain sur lequel on veut effectuer des travaux miniers d'inventaire et de recherche est situé dans une aire retenue à des fins de contrôle ou dans une zone agricole au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1), le ministre consulte la Commission de protection du territoire agricole du Québec avant de soustraire le terrain à la prospection, au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière.

L'arrêté entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée.

287. Le ministre peut, par arrêté, déléguer généralement ou spécialement, à toute personne, l'exercice des pouvoirs attribués au ministre par la présente loi.

CHAPITRE XI

RÈGLEMENTATION

288. Le gouvernement peut, par voie réglementaire :

1° fixer le montant des frais d'enregistrement de tout transfert de droit minier ou d'un autre acte relatif à un tel droit minier ainsi que le montant des frais de délivrance des certificats d'inscription au registre ;

2° fixer les conditions auxquelles doit satisfaire le demandeur de permis ou de bail et, le cas échéant, le montant des droits ou du loyer qu'il doit acquitter ;

3° fixer les conditions de renouvellement d'un claim ou de renouvellement d'un claim par anticipation, d'un permis ou d'un bail et, le cas échéant, le montant des droits ou du loyer à acquitter ;

4° déterminer les critères dont le ministre tient compte pour fixer le loyer d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain ;

5° fixer les conditions d'exercice d'un permis ou d'un bail ;

6° fixer le montant des frais que doit verser le titulaire de permis de prospection pour obtenir un duplicata de ce permis ;

7° fixer les conditions de délivrance des plaques nécessaires au jalonnement, leur période de validité et leur prix ;

8° fixer les règles de jalonnement auxquelles un jalonneur doit se conformer ;

9° prescrire la forme de l'avis de jalonnement et de l'avis de désignation sur carte et prescrire les renseignements qu'ils doivent contenir ainsi que les documents et droits qui doivent les accompagner;

10° prévoir les aménagements visés à l'article 65;

11° déterminer, le cas échéant, la nature des travaux d'exploration ou d'exploitation exigés par la présente loi, leur coût minimum et leurs frais afférents ainsi que les normes que doit respecter tout rapport relatif à ces travaux, les renseignements qu'il doit contenir ainsi que les documents qui doivent l'accompagner;

12° fixer le montant supplémentaire visé au deuxième alinéa de l'article 67 et au paragraphe 1° du deuxième alinéa des articles 98 et 142;

13° fixer les règles de répartition des travaux, pour l'application de l'article 73;

14° définir les études technico-économiques et les travaux d'expérimentation pour l'application de l'article 128;

15° fixer le montant de la redevance qui doit être versée en application du deuxième alinéa de l'article 149 ou 197;

16° déterminer les renseignements que doit contenir le rapport de levé géophysique ou de forage et les documents qui doivent l'accompagner;

17° prescrire les conditions de fermeture d'un puits de forage;

18° déterminer la période d'essai pendant laquelle le titulaire d'un permis de recherche de pétrole et de gaz naturel ou d'un permis de recherche de saumure peut extraire cette substance et les conditions de cette extraction;

19° déterminer la période d'essai et les conditions d'utilisation d'un réservoir souterrain que doit respecter le titulaire d'un permis de recherche de réservoir souterrain;

20° déterminer les règles qui s'appliquent au calcul du montant forfaitaire visé à l'article 183;

21° prévoir la dimension du périmètre de protection d'un réservoir souterrain;

22° déterminer la forme du rapport visé à l'article 197 et les renseignements qu'il doit contenir;

23° prescrire les normes relatives à l'arpentage que doit respecter un arpenteur-géomètre en vertu du deuxième alinéa de l'article 203;

24° déterminer les normes auxquelles doit satisfaire l'avis écrit visé à l'article 216;

25° déterminer les plans et registres qui doivent être tenus à jour conformément à l'article 217 et les plans qui doivent être transmis au ministre conformément à l'article 218;

26° déterminer les plans, le registre et le rapport que doit transmettre au ministre, conformément à l'article 219, le titulaire d'un droit minier qui effectue des travaux souterrains d'exploration et l'exploitant en cas de suspension des travaux;

27° prescrire les mesures de sécurité qui doivent être prises par le titulaire d'un droit minier ou l'exploitant lorsqu'il y a cessation temporaire ou définitive des opérations minières;

28° prescrire les documents qui doivent être transmis au ministre conformément à l'article 234;

29° rendre applicable au chemin minier secondaire les dispositions relatives à la circulation ou à la sécurité contenues au Code de la sécurité routière;

30° fixer le montant des frais qui doivent accompagner une requête en suspension ou en révocation de droit minier;

31° fixer les modalités de paiement des droits, des frais et des loyers prescrits par la présente loi;

32° déterminer, parmi les dispositions d'un règlement, celles dont la violation constitue une infraction.

289. Dans le cas d'un claim, les droits visés aux paragraphes 3° et 9° de l'article 288 peuvent varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet.

Les règles de jalonnement visées au paragraphe 8° de cet article peuvent varier selon que le terrain qui en fait l'objet est soit dans un lot de 500 hectares ou moins ou dans un bloc qui a fait l'objet d'un bail minier ou d'une concession minière, soit dans un autre territoire.

Le coût minimum des travaux visés au paragraphe 11° de cet article peut varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet et selon le nombre de périodes de validité du claim.

290. Dans le cas d'un bail minier, le loyer visé aux paragraphes 2° et 3° de l'article 288 peut varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet ou selon que celui-ci est situé sur les terres du domaine public ou sur des terres concédées, aliénées ou louées par la Couronne à des fins autres que minières, selon qu'il y a utilisation ou non du dessus du sol, ou selon la nature de son utilisation.

291. Dans le cas d'un bail d'exploitation de substances minérales de surface, les conditions et le loyer visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 288 peuvent varier selon qu'il s'agit d'un bail exclusif ou d'un bail non exclusif.

292. Dans le cas d'un permis de recherche ou d'un bail d'exploitation relatif au pétrole, au gaz naturel ou à la saumure, les droits et le coût minimum des travaux ainsi que le loyer, selon le cas, visés aux paragraphes 2°, 3° et 11° de l'article 288, peuvent varier selon la superficie du terrain qui fait l'objet du permis ou du bail ou selon la région où il est situé.

293. Dans le cas d'un permis d'exploration minière, les conditions et le montant des droits visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 288 peuvent varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet.

Le coût minimum des travaux visés au paragraphe 11° de cet article peut varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet ou selon l'année de validité du permis.

294. Dans le cas d'une concession minière visée à l'article 113, le coût minimum des travaux visés au paragraphe 11° de l'article 288 peut varier selon la superficie du terrain qui en fait l'objet.

295. Dans le cas d'un permis de recherche relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain, la nature et le coût minimum des travaux visés au paragraphe 11° de l'article 288 peuvent varier selon l'année de validité du permis, la superficie du territoire qui en fait l'objet ou la région où il est situé.

CHAPITRE XII

DISPOSITIONS PÉNALES

296. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 17, 151, 154, 159, 169 ou 220 est passible, outre le paiement des frais,

d'une amende de 200 \$ à 2 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 400 \$ à 4 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 400 \$ à 4 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 800 \$ à 8 000 \$.

297. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 94, 122, 134, 178, 186, 233 ou 234 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 5 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 2 000 \$ à 10 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 2 000 \$ à 10 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 4 000 \$ à 20 000 \$.

298. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 21, 23 ou du paragraphe 2° de l'article 26 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 500 \$ et, en cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, d'une amende de 100 \$ à 1 000 \$.

299. L'exploitant qui contrevient à l'une des dispositions des articles 213 à 219 ou 269 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 1 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 100 \$ à 2 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, l'exploitant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 200 \$ à 4 000 \$.

300. Quiconque contrevient à l'une des dispositions des articles 22, 42, 226 ou 245 est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 3 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 1 000 \$ à 6 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 6 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 2 000 \$ à 12 000 \$.

301. Quiconque contrevient à une disposition d'un règlement dont la violation constitue une infraction en vertu du paragraphe 32° de l'article 288, est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 1 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 100 \$ à 2 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 100 \$ à 2 000 \$ dans le cas d'un individu et, dans le cas d'une personne morale, de 200 \$ à 4 000 \$.

302. Tout fonctionnaire ou employé des secteurs « énergie » ou « mines » du ministère de l'Énergie et des Ressources qui omet de dénoncer à son employeur, dès son obtention, l'intérêt qu'il a, directement ou indirectement, dans une entreprise de recherche ou d'exploitation de substances minérales ou de réservoirs souterrains régie par la présente loi commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 50 \$ à 1 000 \$.

303. Quiconque interdit ou rend difficile l'accès à un terrain contenant des substances minérales qui font partie du domaine public à une personne autorisée par le ministre à y effectuer des travaux de recherche et d'inventaire géologiques, qui, sur demande s'identifie et exhibe le certificat signé par le ministre attestant sa qualité, commet une infraction et est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 500 \$ à 3 000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction au premier alinéa, le contrevenant est passible, outre le paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 6 000 \$.

304. Lorsqu'une infraction visée aux articles 297 à 303, a duré plus d'un jour, on compte autant d'infractions qu'il y a de jours ou de fractions de jours pendant lesquels elle a duré.

Malgré le paragraphe 2° de l'article 12 de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), ces infractions distinctes peuvent être décrites dans un seul chef d'accusation.

305. Toute poursuite est intentée conformément à la Loi sur les poursuites sommaires.

CHAPITRE XIII

DISPOSITIONS MODIFICATIVES

306. Les dispositions de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) seront abrogées dans la mesure prévue par les décrets pris en application de l'article 365.

307. L'article 2099 du Code civil du Bas-Canada est remplacé par le suivant :

« **2099.** L'enregistrement des droits miniers, réels et immobiliers, de leur renouvellement ainsi que des conventions dont ils peuvent faire l'objet suit les règles relatives à l'enregistrement des droits réels, sous réserve des dispositions contraires de la loi et des règles contenues au Chapitre intitulé *Règles particulières aux droits miniers consentis par la Couronne* du présent titre. ».

308. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 2129c, du chapitre et des articles suivants :

« CHAPITRE DEUXIÈME A

« RÈGLES PARTICULIÈRES AUX DROITS MINIERES CONSENTIS PAR LA COURONNE

« **2129d.** Le document constatant un droit minier est présenté pour enregistrement au bureau de la division d'enregistrement où est situé l'immeuble visé par le droit, accompagné d'une réquisition de première ouverture d'un feuillet au registre minier.

Cette réquisition établit, le cas échéant, la concordance entre la désignation contenue au document et la numérotation cadastrale du lot visé par le droit minier.

Lorsque semblable concordance existe, mais qu'il est omis de l'établir, l'inscription du droit au registre minier est sans effet tant qu'il n'est pas remédié à l'omission.

« **2129e.** Le registraire ne peut accepter une réquisition de première ouverture de feuillet dans laquelle le titulaire du droit n'est pas, dans le cas d'une personne physique, identifié par ses nom et prénoms inscrits à l'acte de naissance avec indication de la date et du lieu de sa naissance, et, dans le cas d'une société ou personne morale, par son nom, son domicile et la forme juridique qu'elle emprunte.

« **2129f.** Après avoir accepté pour enregistrement le document constatant un droit minier et la réquisition de première ouverture d'un feuillet qui l'accompagne, le registraire les inscrit au livre de présentation.

Le registraire ouvre ensuite dans le registre minier un feuillet distinct sous un numéro d'ordre avec indication de la nature du droit, transcrit sur le feuillet la désignation contenue au document et indique,

le cas échéant, au registre minier et à l'index des immeubles, la concordance entre la numérotation cadastrale du lot visé par le droit et le numéro du feuillet du registre minier.

Le registrateur fait aussi mention, en la manière ordinaire, de l'enregistrement du document et de la réquisition au registre minier.

«**2129g.** Un droit minier est suffisamment désigné lorsque la nature du droit et les immeubles visés sont décrits de la même manière que dans le document le constatant.

Toutefois, après ouverture d'un feuillet distinct au registre minier, la description d'un droit minier doit aussi comprendre l'indication du numéro du feuillet qu'on veut affecter par l'enregistrement d'un document.

«**2129h.** Le registrateur ne peut accepter pour enregistrement un document constatant une convention dont a fait l'objet un droit minier, lorsque ce document ne contient pas l'indication du feuillet du registre minier ou n'est pas accompagné d'un avis établissant le lien entre le document dont l'enregistrement est recherché et le feuillet qu'on veut affecter par cet enregistrement.

«**2129i.** Un document portant renouvellement de l'enregistrement d'un droit minier ou constatant un transfert du droit de propriété d'un droit minier peut être présenté pour enregistrement accompagné d'une réquisition de première ouverture d'un feuillet au registre minier.

«**2129j.** Tout transfert de propriété de la totalité d'un droit minier pour lequel un feuillet est ouvert au registre minier donne lieu à l'ouverture d'un nouveau feuillet au registre minier.

Le document constatant ce transfert de propriété ne peut être accepté pour enregistrement par le registrateur que s'il est accompagné d'une déclaration indiquant le numéro du feuillet qui sera fermé et identifiant les inscriptions subsistantes à reporter de ce feuillet contre le nouveau feuillet qu'ouvrira le registrateur.

«**2129k.** Tout morcellement d'un droit minier donne lieu à l'ouverture de nouveaux feuillets au registre minier.

Le document constatant le morcellement d'un droit minier ne peut être accepté pour enregistrement par le registrateur que s'il est accompagné d'une déclaration contenant la désignation des droits miniers résultant de ce morcellement, l'indication du feuillet qu'affecte ce morcellement et l'identification des inscriptions subsistantes à reporter de ce feuillet contre chacun des nouveaux feuillets qu'ouvrira le registrateur.

«**2129l.** Sous réserve des règles applicables aux autres droits réels, toute convention dont peut faire l'objet un droit minier, qui ne donne pas lieu à l'ouverture d'un nouveau feuillet au registre minier est, lors de son enregistrement, inscrite seulement au livre de présentation et au registre minier sous le numéro du feuillet qu'elle affecte.

«**2129m.** Un titulaire de droits miniers de même nature qui s'exercent sur des immeubles contigus situés dans une même division d'enregistrement peut requérir le registraire de regrouper ces droits sur un même feuillet du registre minier.

La réquisition ne peut être acceptée pour enregistrement par le registraire que si elle contient la désignation du droit minier qui résultera du regroupement, l'indication des feuillets qu'affecte ce regroupement et l'identification des inscriptions subsistantes à reporter des anciens feuillets contre le nouveau feuillet.

«**2129n.** Dans le cas de changement de nom du titulaire d'un droit minier, ce titulaire peut requérir le registraire d'ouvrir un nouveau feuillet au registre minier pour le droit dont il est titulaire.

Cette réquisition ne peut être acceptée pour enregistrement par le registraire que si elle contient l'indication du feuillet qu'elle affecte et l'identification des inscriptions subsistantes à reporter contre le nouveau feuillet.

Cette réquisition doit aussi être accompagnée des pièces justificatives du changement de nom.

«**2129o.** Le titulaire d'un droit minier peut, lorsque les inscriptions occupent tout un feuillet ou que ce feuillet vient à manquer de clarté ou est détérioré, requérir le registraire de le remplacer par un autre portant le même numéro et de reporter sur le nouveau feuillet les inscriptions subsistantes de l'ancien feuillet.

La réquisition présentée au registraire doit identifier le feuillet à remplacer, les motifs invoqués pour justifier le remplacement et indiquer les inscriptions subsistantes à reporter sur le nouveau feuillet.

Après exécution de la réquisition, le registraire détruit le feuillet remplacé.

«**2129p.** Le ministre de l'Énergie et des Ressources notifie au registraire pour enregistrement tout abandon ou révocation d'un droit minier qui n'est pas exempté de l'enregistrement en application de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*).

Cette notification ne peut être acceptée pour enregistrement par le registrateur que si elle contient la désignation du droit minier abandonné ou révoqué et l'identification du numéro du feuillet sous lequel elle sera inscrite.

Après acceptation de la notification et inscription au livre de présentation, le registrateur en fait mention, en la manière ordinaire, sous le numéro du feuillet auquel elle se rapporte; il fait aussi, le cas échéant, mention de cet abandon ou révocation, à l'index des immeubles sous le numéro du lot visé par le droit.

Aucun droit ou frais n'est exigible pour l'enregistrement de cette notification.

«**2129q.** Les réquisitions, avis, déclarations et notifications visés au présent chapitre peuvent être notariés ou sous seing privé. Il s'enregistrent par dépôt.

«**2129r.** Les réquisitions, avis et déclarations visés au présent chapitre sont des documents distincts de celui qu'ils accompagnent et sont traités comme tels pour les fins de leur enregistrement et du calcul des droits exigibles.

«**2129s.** L'exactitude du contenu des déclarations et réquisitions visées au présent chapitre doit être certifiée par un avocat ou un notaire sous ses nom, prénom et signature.

«**2129t.** Le registrateur applique, en faisant les adaptations nécessaires, les articles 2129*d*, 2129*e* et 2129*f* à l'enregistrement des documents visés aux articles 2129*i*, 2129*j*, 2129*k*, 2129*m* et 2129*n*.

Dans le cas de l'enregistrement des documents visés aux articles 2129*j*, 2129*k* et 2129*m*, le registrateur établit aussi au registre minier la concordance entre l'ancien et le nouveau feuillet.

«**2129u.** Le ministre de la Justice détermine, par arrêté, le support et le contenu du registre, la manière d'y faire des inscriptions et le mode de numérotation des feuillets.

«**2129v.** Le ministre de la Justice peut, par arrêté, imposer aux registrateurs la tenue d'une liste alphabétique du nom des titulaires d'un droit minier aux fins de compléter le registre minier et déterminer la manière de tenir cette liste. ».

309. L'article 2161 de ce Code, modifié par l'article 1 du chapitre 39 des lois de 1902, l'article 1 du chapitre 48 des lois de 1912, l'article 1 du chapitre 76 des lois de 1918, l'article 1 du chapitre 91

des lois de 1922, l'article 8 du chapitre 46 des lois de 1943, l'article 33 du chapitre 45 des lois de 1948, l'article 20 du chapitre 11 des lois de 1980, l'article 3 du chapitre 14 des lois de 1981 et l'article 71 du chapitre 32 des lois de 1982, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant :

« 6. Un registre minier, par ordre alphabétique des noms des personnes titulaires d'un droit minier réel et immobilier, consenti par la Couronne. Ce registre est tenu en la manière prévue au Chapitre intitulé *Règles particulières aux droits miniers consentis par la Couronne* du présent titre. ».

310. L'article 1 de la Loi sur l'acquisition de terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., chapitre A-4.1) est modifié par le remplacement, dans la définition du mot « acquisition », du paragraphe 3° par le suivant :

« 3° le transfert d'un droit visé à l'article 9 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro du chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*). ».

311. L'article 1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 1° du premier alinéa, de « l'article 3 de la Loi sur les mines (chapitre M-13) » par « l'article 9 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

312. L'article 6 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 5° du premier alinéa par le suivant :

« 5° la description des parties du territoire de la municipalité régionale de comté soustraites à la prospection, au jalonnement, à la désignation sur carte, à la recherche minière ou à l'exploitation minière en vertu du paragraphe 2° de l'article 26 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

313. L'article 246 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « jalonnement », des mots « ou la désignation sur carte ».

314. L'article 3 de la Loi sur les compagnies minières (L.R.Q., chapitre C-47) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5°, de « 249 à 263 de la Loi sur les mines (chapitre M-13) » par « 228 à 231 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

315. L'article 40 de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69) est modifié par la suppression, au premier alinéa, du paragraphe *a*.

316. L'article 1 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « Cependant »;

3° par l'insertion des définitions suivantes:

« « exploitant »: une personne qui fait ou dirige ou fait faire ou diriger dans une mine dont elle est la propriétaire, la locataire ou l'occupante des travaux d'exploitation minière;

« minéraux ou substances minérales »: toutes substances minérales naturelles, solides, liquides, à l'exception de l'eau, ou gazeuses et toutes substances organiques fossilisées; ».

317. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, de « de l'article 179 de la Loi sur les mines (chapitre M-13) » par « des articles 149 et 197 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

318. L'article 17 de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre M-39) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *e*, de « l'article 3 de la Loi sur les mines (chapitre M-13) » par « l'article 9 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

319. L'article 1 de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1) est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe 3° de « l'article 3 de la Loi sur les mines (chapitre M-13) » par « l'article 9 de la Loi sur les mines (1987, chapitre *indiquer ici le numéro de chapitre de cette loi dans le recueil des lois de 1987*) ».

320. La Loi sur les terres publiques agricoles (L.R.Q., chapitre T-9.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 56, du suivant:

« **56.1** Aucune vente d'une terre publique faisant l'objet d'un claim ne peut être faite à des fins agricoles, si ce n'est aux conditions jugées raisonnables par le ministre de l'Énergie et des Ressources et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. ».

321. L'article 11 de la Loi sur les villes minières (L.R.Q., chapitre V-7) est abrogé.

CHAPITRE XIV

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

322. Les affaires en cours devant le juge désigné en vertu de l'article 309.1 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) sont continuées conformément à ladite Loi sur les mines.

323. Les procédures d'annulation d'un droit minier par le ministre ou de révocation d'une concession minière par le ministre ou le gouvernement engagées avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) sont continuées conformément à la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13).

324. Dans les lois ainsi que dans leurs textes d'application, tout renvoi à une disposition de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est un renvoi à la disposition correspondante de la présente loi.

325. Les règlements de soustraction au jalonnement adoptés en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) sont réputés être des arrêtés ministériels adoptés en vertu de l'article 286 de la présente loi.

326. Le titulaire de permis de prospecteur délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) peut, selon les droits et conditions de ce permis, jalonner un terrain et présenter un avis de jalonnement pour fins d'enregistrement d'un claim conformément à la présente loi; les droits d'enregistrement sont, dans ce cas, réduits du quart.

Il peut, lorsque le terrain est jaloné avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), présenter un avis de jalonnement pour fins d'enregistrement d'un claim conformément à la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13).

327. Les claims, permis d'exploration, baux miniers, permis de recherche, baux d'exploitation, permis de recherche de réservoir

souterrain, permis de recherche de saumure et baux d'exploitation de saumure accordés en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) demeurent en vigueur jusqu'à leur expiration.

La présente loi leur est applicable, sauf les exceptions suivantes:

1° la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) s'applique aux travaux exigés pour le premier renouvellement d'un claim après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*); après ce renouvellement ce claim est considéré comme nouvellement acquis en vertu de la présente loi;

2° la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) s'applique également aux travaux exigés pour l'année de validité en cours lors de l'entrée en vigueur du présent article, au titre d'un permis d'exploration, d'un permis de recherche, d'un permis de recherche de saumure ou d'un permis de recherche de réservoir souterrain;

3° les claims et les permis d'exploration continuent de conférer à leur titulaire un droit exclusif d'exploration des substances minérales de surface, sauf le sable et le gravier, jusqu'au (*indiquer ici la date qui suit de deux ans celle de l'entrée en vigueur du présent article*); pendant cette période leur titulaire peut obtenir un droit exclusif sur ces substances par bail minier, permis de recherche de substances minérales de surface ou bail d'exploitation de substances minérales de surface pour tout ou partie du terrain qui fait l'objet du claim ou du permis d'exploration;

4° le titulaire d'un bail minier conclu avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) doit effectuer des travaux d'exploitation pendant au moins le dixième de la durée du bail pour le premier renouvellement qui suit cette date;

5° les titulaires de baux miniers conservent un droit exclusif aux substances minérales de surface, sauf le sable et le gravier; ce droit est maintenu lors des renouvellements ultérieurs;

6° les claims et les baux miniers ayant pour objet les fonds marins sont régis par la présente loi et renouvelés conformément à cette loi comme s'ils n'avaient pas eu pour objet les fonds marins;

7° lorsque le début des opérations minières ou leur reprise après une interruption de six mois ou plus survient après le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) et avant le (*indiquer ici la date du 60^{ième} jour qui suit celui de l'entrée en vigueur du présent article*), l'avis prévu à l'article 216 de la présente loi doit être transmis au ministre dans les dix jours qui suivent le début des opérations minières ou leur reprise.

328. Sauf dans le cas visé au premier alinéa de l'article 117, la superficie du terrain qui fait l'objet d'un claim qui, suivant l'arpentage primitif ou à défaut le cadastre, couvre une partie de lot, est étendue à ce lot pourvu qu'elle puisse être jalonnée ou désignée sur carte conformément à la présente loi.

Dans le cas d'abandon, de révocation ou d'expiration, selon le cas, d'un claim, d'un permis d'exploration, d'un bail minier ou d'une concession minière sur ce même lot, cette augmentation prend effet à la date de l'abandon, de la révocation ou de l'expiration.

329. Le ministre peut, lorsqu'un lot de moins de 500 hectares fait l'objet de plus d'un claim, à la demande du titulaire de l'un de ces claims et conformément au deuxième alinéa de l'article 200, augmenter la superficie du terrain qui fait l'objet de son claim, de la partie résiduelle du lot pourvu qu'elle soit contiguë et qu'elle puisse être jalonnée ou désignée sur carte conformément à la présente loi.

Dans le cas d'abandon, de révocation ou d'expiration de l'un de ces claims une telle demande ne peut être faite avant l'expiration d'un délai de trente jours.

330. Dans les cas visés aux articles 328 et 329, l'augmentation de la superficie du terrain n'augmente pas les sommes à dépenser pour les travaux à effectuer au titre du claim pour la période de validité au cours de laquelle cette augmentation a lieu.

331. Une demande de permis de mise en valeur faite avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*) est, pour l'application de la présente loi, considérée être une demande de renouvellement des claims visés par cette demande.

332. Le titulaire de permis de mise en valeur délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) devient titulaire des claims visés par le permis de mise en valeur.

La présente loi lui est applicable, sauf les exceptions suivantes:

1° en ce qui concerne les claims qui ont fait l'objet d'une renonciation en application du deuxième alinéa de l'article 75 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13), les sommes dépensées par le titulaire pour effectuer les travaux au titre de ces claims, sont réparties entre les autres claims dont il est également titulaire dans des proportions égales et dans les limites prévues à l'article 71 de la présente loi pourvu qu'il en fasse la demande dans les 180 jours qui suivent le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*);

2° les règles prévues aux paragraphes 1°, 3° et 6° de l'article 327 de la présente loi s'appliquent au claim compte tenu des adaptations nécessaires.

333. L'excédent des sommes dépensées en travaux requis pour un permis de mise en valeur en vertu de l'article 74 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est réparti entre les claims compris dans le permis en fonction de leur superficie respective.

Toutefois, le titulaire du permis peut, dans les 180 jours qui suivent le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), présenter une nouvelle répartition des travaux entre ces différents claims.

334. Les permis spéciaux et les permis spéciaux d'exploration délivrés en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) demeurent en vigueur selon les droits et conditions de ces permis jusqu'à leur expiration.

Le titulaire de l'un de ces permis qui, en vertu de cette loi, aurait droit au renouvellement du permis obtient, à son expiration, un certificat d'enregistrement attestant d'un claim pour le terrain qui en faisait l'objet à compter de la date d'expiration du permis.

Toutefois, le titulaire d'un permis spécial d'exploration délivré en vertu de l'article 240.8 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) est dispensé, aussi longtemps qu'il demeure titulaire de ce claim, d'acquitter les droits prévus à la présente loi pour le renouvellement de ce claim.

335. Le titulaire d'un permis d'exploitation d'une sablière délivré en vertu du Règlement relatif à la cession du droit d'exploitation des dépôts de sable et de gravier (R.R.Q., chapitre M-13, r. 1) devient titulaire d'un bail non-exclusif d'exploitation de substances minérales de surface ou d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface, selon le permis qu'il détenait.

336. Les permis d'exploration dans les dépôts d'alluvion délivrés en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) demeurent en vigueur selon les droits et conditions de ces permis jusqu'à leur expiration.

Les titulaires de ces permis peuvent, avant la date d'expiration du permis, conclure un bail minier en application de la présente loi.

337. Le Règlement sur les permis d'exploration pour la recherche des substances minérales dans les dépôts d'alluvion (R.R.Q., chapitre

M-13, r. 8) est abrogé à compter du (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*).

338. Les concessions minières accordées en application de toute loi antérieure relative aux mines sont régies par la présente loi.

Toutefois, celui qui a acquis une concession minière, autre que celle dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911, peut, le 15 janvier (*indiquer ici l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur du présent article*), payer la taxe ou obtenir la remise prévues à l'article 114 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13).

339. La cession d'un lot ou d'un droit de surface, faite avant le 1^{er} janvier 1971 sur une concession minière, ne peut être annulée pour l'unique motif de l'inobservation par le concessionnaire des exigences relatives au lotissement prévues par la Loi sur les mines en vigueur depuis la date de la concession, ni pour défaut de satisfaire à une obligation qui lui avait été imposée par le gouvernement ou par un officier public.

Toutefois le premier alinéa ne s'applique pas à un acte de disposition portant sur un lot qui n'est pas décrit dans un plan de subdivision dûment déposé, avec le livre de renvoi, au bureau de la division d'enregistrement où il est situé.

340. La cession de droit de surface faite avant le 1^{er} janvier 1971, par bail dit emphytéotique, sur une concession minière est considérée comme une vente pure et simple.

Les clauses contractuelles incompatibles avec le premier alinéa sont considérées comme nulles et non écrites sauf celles comportant, pour le cessionnaire, l'obligation de payer une somme d'argent. Cependant toute hypothèque garantissant le paiement de cette somme d'argent est éteinte; elle est radiée sur dépôt d'une réquisition à cet effet, en forme authentique et portant minute, faite par toute personne intéressée.

341. Dans le cas de la cession d'un droit de surface faite avant le 1^{er} janvier 1971 par acte de vente sur une concession minière, doivent être considérées comme non écrites toute clause relative à un droit de reprise, toute stipulation d'exonération de responsabilité pour dommages subis à l'occasion de l'exécution de travaux miniers et toute clause accordant au concessionnaire plus de droits à l'égard du propriétaire de la surface que ne lui en accorde la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) relativement à l'exploitation minière.

342. L'article 107 s'applique également aux actes de disposition et aux constructions faites à des fins autres que minières sur des terrains déjà subdivisés en date du 1^{er} janvier 1971.

343. Les pins et les épinettes réservés à la Couronne en vertu de la Loi des mines en vigueur lors de l'octroi de la concession sont abandonnés au propriétaire du sol lorsqu'ils sont situés sur une concession pour laquelle des lettres patentes ont été délivrées avant le 1^{er} juillet 1911.

344. Le titulaire d'un permis de forage délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) devient titulaire d'un permis de forage de puits.

345. Les permis d'utilisation d'instruments de géophysique et les permis de recherche pour le pétrole et le gaz naturel délivrés en application du deuxième alinéa de l'article 298 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) demeurent en vigueur selon les droits et les conditions de ces permis jusqu'à leur expiration.

346. Le titulaire d'un permis d'utilisation de gaz naturel délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) devient titulaire d'un bail d'utilisation de gaz naturel.

347. Le titulaire d'un bail d'exploitation délivré en application de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) d'une superficie supérieure à celle autorisée par l'article 188 devient titulaire de baux d'exploitation de pétrole et de gaz naturel dont la superficie est conforme à cet article.

Il doit dans les trois mois qui suivent le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article*), aviser le ministre de la superficie de chacun de ces baux.

À défaut, le ministre établit ces superficies.

348. Le titulaire d'un permis d'enfouissement ou d'un bail d'emmagasinement délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) devient titulaire d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain.

349. Le permis d'exploitation à long terme portant le no 30759 demeure en vigueur selon les droits et conditions de ce permis jusqu'à son expiration.

Le titulaire de ce permis peut, avant la date d'expiration, conclure un bail d'utilisation de gaz naturel en application de la présente loi.

350. Un bon d'analyse délivré en vertu de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) demeure valide jusqu'à son expiration.

351. Jusqu'à ce que le ministre détermine les limites du territoire urbanisé, il est interdit sans son autorisation de jalonner ou de désigner sur carte un terrain situé dans les limites d'une cité ou d'une ville.

Le ministre peut subordonner son autorisation aux conditions et obligations qu'il détermine.

352. Le gouvernement peut disposer des terres qui ont été destinées à l'établissement d'un village ou d'une ville minière aux prix et conditions qu'il fixe.

353. Les montants accumulés en application des articles 130 et 132 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) dans le fonds municipal sont versés au fonds général de la municipalité avant le *(indiquer ici la date du 90^{ème} jour qui suit celle de l'entrée en vigueur du présent article)*.

Tous les montants dus ou devant être versés en application des articles 130 et 132 de ladite loi au fonds municipal doivent être versés au fonds général de la municipalité.

354. Les prescriptions en cours en application des articles 227, 228 et 229 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13) continuent de s'exercer selon les dispositions de ces articles.

355. L'indemnité exigible par toute personne dont les droits miniers ont été révoqués en application de toute loi antérieure relative aux mines est calculée suivant les règles prévues à l'article 260.

356. Sont révoqués en faveur de la Couronne à compter du *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent article)* les droits aux réservoirs souterrains naturels et artificiels créés par l'extraction de pétrole, de gaz naturel, de saumure ou d'eau et compris dans les terres concédées ou aliénées par la Couronne avant le 5 juillet 1968, quel qu'en ait été le régime de concession ou d'aliénation.

357. Lorsqu'après la révocation des droits aux réservoirs souterrains, le réservoir souterrain qui en faisait l'objet est exploité, celui dont les droits ont été révoqués a droit, à titre d'indemnité, à une redevance égale à 50 p. 100 du loyer annuel fixé conformément à l'article 195 pour un bail d'exploitation de réservoir souterrain, de la part du titulaire du bail d'exploitation de réservoir souterrain.

Cette indemnité est, le cas échéant, répartie entre les propriétaires des terrains qui font l'objet du bail d'exploitation de réservoir souterrain selon la superficie de leur terrain.

La redevance est payable sur demande de la personne dont les droits sont révoqués par le titulaire du bail d'exploitation de réservoir souterrain aux mêmes époques et selon les mêmes conditions que celles qui s'appliquent au paiement du loyer annuel fixé conformément à l'article 195 pour un bail d'exploitation de réservoir souterrain.

La personne dont les droits aux réservoirs souterrains ont été révoqués sur un terrain d'une superficie inférieure à 40 hectares, peut réclamer du titulaire du bail, au lieu de la redevance, la paiement d'un montant forfaitaire basé sur la durée du bail.

358. Dans les six mois de la conclusion d'un bail d'exploitation de réservoir souterrain, le ministre donne avis qu'à la suite de la conclusion de ce bail une redevance est payable à la personne dont les droits aux réservoirs souterrains ont été révoqués, pourvu que cette dernière en fasse la demande au titulaire du bail d'exploitation de réservoir souterrain.

359. L'avis est publié dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle du Québec* et deux fois, à un intervalle de sept jours, dans un journal quotidien ou hebdomadaire publié à Montréal et dans les districts judiciaires où sont situés tout ou partie des réservoirs souterrains visés par la révocation.

360. Le droit à la redevance se prescrit par deux ans à dater de la dernière publication de l'avis.

361. Le gouvernement peut, par voie réglementaire, édicter toute autre disposition provisoire ou transitoire pour assurer l'application de la présente loi.

Il peut, s'il le juge à propos, prévoir que ce règlement prend effet avant la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

[[**362.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises, pour les exercices financiers 1987-1988 et 1988-1989 et dans la mesure que détermine le gouvernement, sur le fonds consolidé du revenu et, pour les exercices financiers subséquents, sur les sommes accordées annuellement à cette fin par le Parlement.]]

363. Le ministre de l'Énergie et des Ressources est chargé de l'application de la présente loi, sauf les dispositions concernant les chemins miniers dont l'application relève du ministre des Transports.

364. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur aux dates fixées par le gouvernement.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Articles</i>
CHAPITRE I	CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS 1-3
CHAPITRE II	PROPRIÉTÉ DES SUBSTANCES MINÉRALES ET DES RÉSERVOIRS SOUTERRAINS 4-15
CHAPITRE III	DROITS MINIERS 16-209
Section I:	Champ d'application 16
Section II:	Permis de prospection 17-36
Section III:	Claim 37-77
	§ 1.— <i>Obtention</i> 37-42
	§ 2.— <i>Enregistrement et validité</i> 43-59
	§ 3.— <i>Droits et obligations</i> 60-76
	§ 4.— <i>Abandon</i> 77
Section IV:	Permis d'exploration minière 78-93
Section V:	Bail minier et concession minière 94-120
Section VI:	Permis de recherche dans les fonds marins et bail d'exploitation dans les fonds marins 121-123
Section VII:	Permis de recherche de substances minérales de surface 124-133
Section VIII:	Bail d'exploitation de substances minérales de surface 134-150
Section IX:	Permis de levé géophysique 151-153
Section X:	Permis de forage de puits, permis de complétion de puits et permis de modification de puits 154-158
Section XI:	Permis de recherche de pétrole et de gaz naturel, permis de recherche de saumure et permis de recherche de réservoir souterrain 159-177
Section XII:	Bail d'utilisation de gaz naturel 178-185
Section XIII:	Bail d'exploitation de pétrole et de gaz naturel, bail d'exploitation de saumure et bail d'exploitation de réservoir souterrain 186-199
Section XIV:	Dispositions diverses applicables au titulaire d'un droit minier 200-209

	<i>Articles</i>
CHAPITRE IV	DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES À TOUTE PERSONNE QUI EFFECTUE UNE ACTIVITÉ MINIÈRE 210-243
Section I:	Champ d'application et définitions 210-211
Section II:	Avis, rapports, plans, registres et autres documents 212-222
Section III:	Mesures de protection 223-226
Section IV:	Récupération optimale de la substance minérale 227
Section V:	Expropriation et indemnisation 228-229
Section VI:	Cours d'eau et drainage 230-231
Section VII:	Emplacements pour infrastructures minières 232-234
Section VIII:	Chemins miniers 235-243
CHAPITRE V	INSPECTION 244-248
CHAPITRE VI	ENQUÊTE 249-251
CHAPITRE VII	RÉVOCATION DE DROITS DE PROPRIÉTÉ PAR LE GOUVERNEMENT 252-264
CHAPITRE VIII	SUSPENSION OU RÉVOCATION D'UN DROIT MINIER PAR LE MINISTRE 265-275
CHAPITRE IX	RENVOI ET APPEL 276-285
CHAPITRE X	ARRÊTÉS MINISTÉRIELS 286-287
CHAPITRE XI	RÉGLEMENTATION 288-295
CHAPITRE XII	DISPOSITIONS PÉNALES 296-305
CHAPITRE XIII	DISPOSITIONS MODIFICATIVES 306-321
CHAPITRE XIV	DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES 322-364